

Les pacifistes se méfient des démocrates

Barack Obama est désigné candidat à la présidence par acclamation

CLAUDE LÉVESQUE

Denver — Plusieurs milliers d'opposants à la guerre en Irak se sont rassemblés hier au Coliseum de Denver, où ils ont écouté les concerts de Rage Against the Machine et d'autres artistes, avant de marcher sous un soleil de plomb vers l'autre amphithéâtre, le Pepsi Center, où se tient la Convention du

Parti démocrate, à une demi-douzaine de kilomètres de distance. Cette manifestation s'est tenue quelques heures à peine avant que Barack Obama soit officiellement désigné comme candidat à la présidence.

Le sénateur de l'Illinois aura beau répéter qu'il s'est opposé au déclenchement de cette guerre en 2003, des



militants pacifistes, parmi lesquels se trouvent un bon nombre d'anciens combattants, reprochent aux élus de ce parti, majoritaires dans les deux Chambres du Congrès depuis novembre

2006, d'avoir voté les fonds nécessaires à sa poursuite. «Les démocrates ont été élus en faisant de fausses pro-

messes, comme celles de mettre fin à la guerre et d'aider les anciens combattants en haussant leurs prestations, a dénoncé Garrett Reppenhagen, porte-parole du groupe Iraq Veterans against the War (IVAW). Nous n'acceptons plus les fausses promesses. Nous exigeons de la vigilance et de la diligence à la part de nos élus.»

VOIR PAGE A 8: OBAMA

www.ledavoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCIX N° 195

LE JEUDI 28 AOÛT 2008

89c + TAXES = 1\$

LES ARTISTES DESCENDENT DANS LA RUE



Le Québec n'avait pas vu un tel rassemblement politique de créateurs depuis les grandes manifestations du Mouvement pour les arts et les lettres dans les années 1990.

Sus aux conservateurs

Des centaines de créateurs dénoncent les compressions fédérales à la culture

STÉPHANE BAILLARGEON

Si par malheur un vilain tir (ami ou ennemi, peu importe) avait touché la Société des arts technologiques (SAT) de Montréal hier matin, le pays aurait perdu la crème de la crème des artistes et des professionnels de la culture du Québec, toutes disciplines confondues.

Ils étaient tous là, le dramaturge Michel Tremblay comme les chorégraphes Marie Chouinard et Edouard Lock, la femme de théâtre Lorraine Pintal, le chanteur Pierre Lapointe, l'éditeur du Boréal Pascal Assathiany et

la productrice de films Denise Robert, André Ménard (du Festival international de jazz de Montréal) comme Marie-Hélène Falcon (du Festival TransAmériques). Tous rassemblés avec plusieurs centaines d'autres créateurs, encore de la fine fleur artistique comme du petit lait culturel, tous unis pour dénoncer puissamment les compressions budgétaires de quelque 45 millions de dollars du gouvernement fédéral dans leurs secteurs.

Les coupes révélées cet été affectent notamment les tournées des troupes canadiennes à l'étranger, la diffusion sur le Net de la culture nationale et la formation des pro-

fessionnels. Ottawa prétend que certains programmes abolis seront remplacés par d'autres «plus performants».

Le Québec n'avait pas vu un tel rassemblement politique de créateurs depuis les grandes manifestations du Mouvement pour les arts et les lettres dans les années 1990, une union voulant forcer la hausse des budgets des conseils des arts. L'appel à la nouvelle mobilisation lancé par l'organisme Culture Montréal et le Conseil des arts de Montréal a été tellement suivi

VOIR PAGE A 8: CONSERVATEURS

Nouvelle demande de recours collectif contre Maple Leaf

Ottawa nie l'étiollement des mesures d'inspection des aliments

FABIEN DEGLISE

Les tuiles n'arrêtent pas de tomber sur les Aliments Maple Leaf. Hier, l'Option Consommateurs a en effet déposé en Cour supérieure du Québec une demande de recours collectif contre le géant agroalimentaire à l'origine, depuis quelques jours, d'une importante éclipse de *Listeria monocytogenes* au pays. Dans la foulée, l'organisme consommériste a également appelé le gouvernement fédéral à prendre rapidement «des mesures énergiques en ce qui a trait à la sécurité des produits alimentaires». Et ce, pour rassurer les consommateurs.

«Nous sommes devant des signes inquiétants, a indiqué au *Devoir* son directeur général, Michel Arnold. D'un côté, le gouvernement va de l'avant avec ses lois C-51 et C-52 sur la sécurité des produits de consommation et annonce qu'il va renforcer son pouvoir d'inspection et de rappel. Et de l'autre, il semble vouloir abandonner l'inspection des aliments dans les mains de l'industrie. Le problème, c'est que l'autorégulation a ses limites, et dans le contexte actuel, le consommateur est en droit de se poser des questions.»

Dans les pages du *Globe and Mail*, hier, un ancien inspecteur de l'Agence canadienne des aliments (ACIA) et président du Syndicat de l'agriculture de l'Alliance de la fonction publique du Canada indiquait en effet que depuis mars dernier un nouveau système d'inspection place désormais les inspecteurs fédéraux à l'écart des usines de transformation. La conformité sanitaire des produits seraient en effet évaluée, dans ce nouveau cadre, trois à quatre fois par année, selon Bob Kingston. L'usine Maple Leaf de Toronto, à l'origine de l'écllosion, a été choisie par le gouvernement pour tester ce nouveau système, il y a un an.

Lors d'une conférence de presse téléphonique tenue depuis Ottawa hier, le ministre fédéral de l'Agriculture, Gerry Ritz, a toutefois nié l'étiollement des mesures d'inspection des aliments au pays qui, d'après lui, sont toujours bien au-delà des normes internationales.

«C'est nous qui avons échoué, pas le système canadien d'inspection des aliments», dit le président de Maple Leaf

VOIR PAGE A 8: RECOURS

■ Une attaque au cœur de notre identité, à lire en page A 7



REUTERS

MICHEL DAVID

Grease ou Columbine?

■ À lire en page A 3

«Montréal ne sait plus où elle va»

Gilbert Rozon en appelle à une «psychanalyse urgente» de la métropole

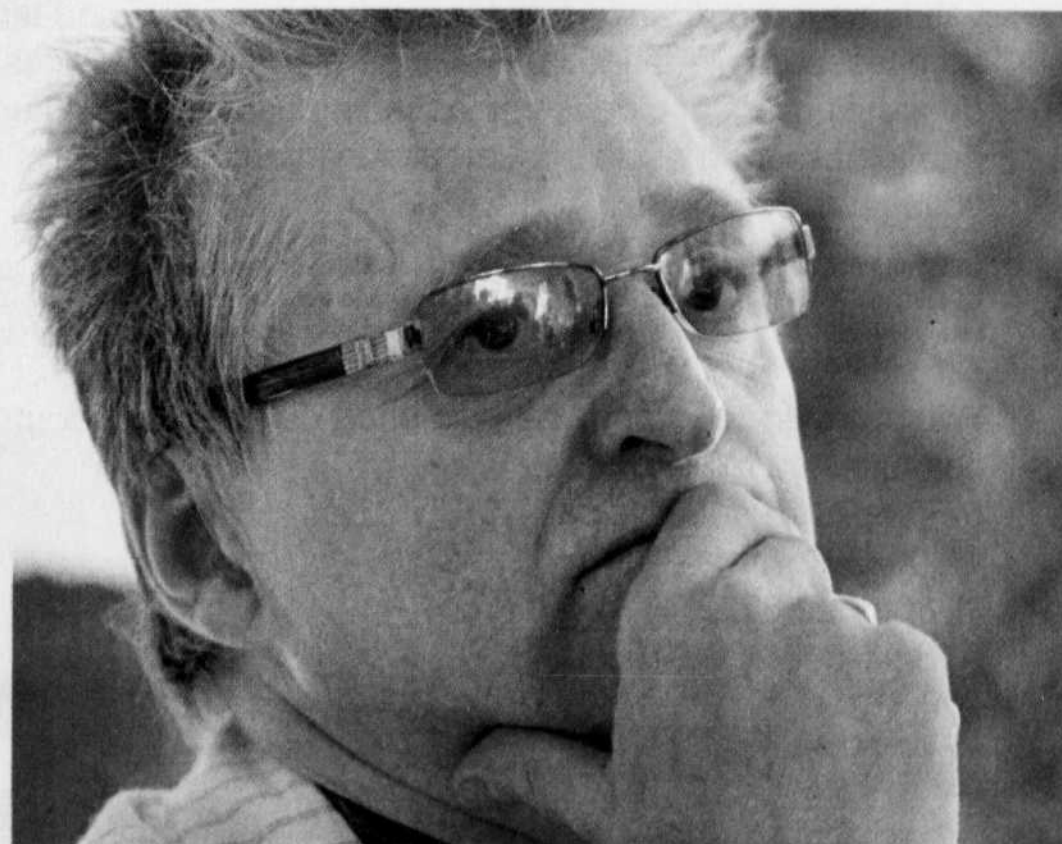
FABIEN DEGLISE

La ville de Montréal n'aurait plus les moyens de ses ambitions et perdrait peu à peu de son influence partout dans le monde. Elle n'est également plus en mesure «de savoir où elle va» parce qu'elle ne sait plus vraiment «qui elle est», estime le grand manitou de l'humour au Québec, Gilbert Rozon. Il appelle du même souffle à une «psychanalyse urgente» de la métropole, avec l'aide de personnalités publiques provenant de toutes les sphères d'activités — finance, divertissement, gastronomie, architecture, aéronautique... —, afin de redonner un sens à Montréal et de l'aider à recentrer ses projets d'avenir.

La créativité de Montréal «est en danger», estime le fondateur de Juste pour rire

«Montréal est à l'heure des choix, a indiqué au *Devoir* le président-fondateur du Festival Juste pour rire. C'est une vraie ville, avec beaucoup de bonnes cartes dans son jeu, mais qui ne semble plus en mesure de les lire. Ça paraît: sa personnalité est diffuse, pas claire, ça part dans toutes les directions. C'est un signe de confusion plutôt que de clairvoyance.»

Tout en soulignant que l'administration Tremblay «gère la ville en bon père de famille», Rozon déplore le fait que depuis quelques années, Montréal tend à nier sa propre inertie et, pire, l'étiollement de son rayonnement et de son influence. «Quand on dit que Montréal est une métropole culturelle, c'est un discours parapluie, lance-t-il. Il suffit de se comparer à des villes comme Paris, Londres, New York ou Las Vegas pour s'en rendre compte. Là, nous sommes vraiment devant de véritables



Montréal est à l'heure des choix, dit Gilbert Rozon.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

VOIR PAGE A 8: MONTRÉAL

INDEX

Annonces.....	B 5	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 4	Météo.....	B 6
Bourse.....	B 2	Monde.....	A 5
Culture.....	B 8	Mots croisés.	B 4
Décès.....	B 5	Sports.....	B 6
Économie.....	B 1	Sudoku.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7



LES ACTUALITÉS

Québec n'aidera pas Attractions hippiques

ROBERT DUTRISAC

Québec — L'industrie québécoise des courses de chevaux n'en a plus que pour quelque mois si le gouvernement, par l'entremise de Loto-Québec, refuse de l'aider, a prévenu hier le sénateur Paul J. Massicotte, le propriétaire d'Attractions hippiques qui a mis la main en 2006 sur les quatre hippodromes du Québec à la suite d'un appel d'offres du gouvernement.

Mais la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, n'a aucune l'intention d'allonger quel que montant que ce soit. Elle attend que le syndicat dans cette affaire fasse une proposition au début d'octobre, Attractions hippiques s'étant placée en juin sous protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers. La ministre prévoit plutôt que l'industrie survivra, mais «de façon plus modeste».

La commission parlementaire chargée de se pencher sur le contrat octroyé à Attractions hippiques s'est ouverte, hier, avec la comparution du vérificateur général du Québec, Renaud Lachance, qui avait déjà signé un rapport critique sur l'octroi de ce contrat. Puis, le sénateur Massicotte s'est présenté devant les parlementaires, suivi de la ministre des Finances.

Selon Paul J. Massicotte, c'est le flop du concept des ludoplex de Loto-Québec qui a coulé son entreprise.

Selon M. Massicotte, c'est le flop du concept des ludoplex de Loto-Québec, ces salons de jeux annexés aux hippodromes, qui a coulé son entreprise. Les ludoplex érigés à grand frais par Loto-Québec — la société d'Etat a investi 65 millions — à Québec et à Trois-Rivières ne produisent que 40 % des revenus prévus. En vertu du contrat, 22 % des recettes des ludoplex sont versés à Attractions hippiques.

En outre, aucun site n'a encore été trouvé pour l'hippodrome qui devait être construit dans la couronne nord de Montréal pour remplacer l'hippodrome vétuste de Blue Bonnet, une condition du contrat d'acquisition. Résultat: l'entreprise n'a touché que 7,5 millions des 49,9 millions que Loto-Québec devait lui verser annuellement et Attractions hippiques refuse de remplir ses engagements, soit de verser annuellement près de 30 millions en bourses aux propriétaires de chevaux.

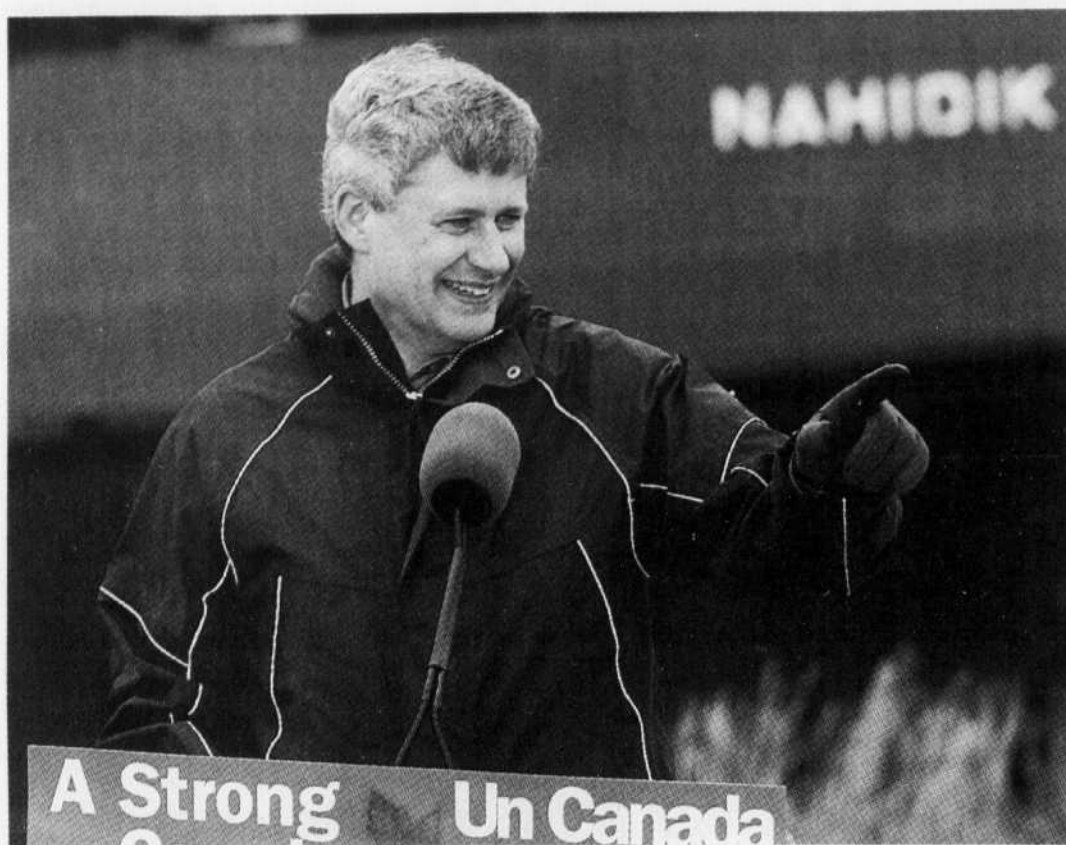
Paul Massicotte a dit avoir investi 22 ou 23 millions en capital propre dans l'entreprise. «S'il n'y a pas d'ouverture, [...] mon recours, c'est bien simple, je vais perdre mon 22, 23 millions, c'est bye-bye», a-t-il dit, qui dit en avoir vu d'autre. Mais il y a 3000 personnes dont la seule expertise, ce sont les chevaux, a-t-il fait valoir. L'homme d'affaires a refusé de dévoiler l'ampleur de sa fortune personnelle, fortune qu'il a amassée dans l'immobilier.

Au moment où elle signait le contrat de privatisation avec le gouvernement, Attractions hippiques avait trouvé un terrain à Laval pour la construction du nouvel hippodrome. Le maire de Laval, Gilles Vaillancourt, appuyait le projet et M. Massicotte détenait des options d'achat pour des terrains à l'intersection des autoroutes 13 et 440. Or, le 8 mai dernier, la ministre responsable de la région de Laval et députée de Fabre, Michelle Courchesne, s'opposait publiquement à l'érection d'un hippodrome à Laval et dans la couronne nord après qu'une pétition en ce sens signée par 10 000 citoyens a été déposée à l'Assemblée nationale.

La ministre de l'Éducation, des Loisirs et du Sport est allé ainsi à l'encontre de la volonté du Conseil des ministres, qui avait approuvé le contrat. «Il est clair qu'il y a un risque de poursuites avec succès de la part du sénateur Massicotte», juge le député de Rousseau et critique péquiste en matière de Finances, François Legault. M. Massicotte menace déjà Loto-Québec de poursuites pour non respect de contrat.

Pour le leader parlementaire de l'Action démocratique du Québec, Sébastien Proulx, la ministre des Finances «regarde ça d'assez haut», un détachement qui n'annonce rien de bon pour les travailleurs de cette industrie.

Le Devoir



TODD KOROL REUTERS

Selon un ex-chef de cabinet de M. Harper, Tom Flanagan, politologue à l'Université de Calgary, Harper se contenterait d'un gouvernement «moins minoritaire», mais entendrait plutôt mener une guerre d'usure contre les libéraux.

Jack Layton discutera avec Stephen Harper samedi

Le chef conservateur pourrait vouloir déclencher des élections simplement pour ébranler les libéraux

Ottawa — Le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jack Layton, rencontrera Stephen Harper samedi concernant le possible déclenchement d'élections générales anticipées par le premier ministre avant la reprise de la session parlementaire.

M. Harper a réclamé des rencontres en tête-à-tête avec les trois chefs des partis d'opposition aux Communes afin d'évaluer s'il existe des terrains d'entente en vue de la reprise des travaux prévue le 15 septembre.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a indiqué qu'il ne serait pas disponible avant le 5 septembre, et le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, a fait savoir qu'en raison d'un horaire chargé, une rencontre ne serait pas possible avant le 9 septembre.

Bien que Jack Layton ait accepté de rencontrer le premier ministre, il croit que celui-ci a déjà pris la décision de déclencher des élections. Selon le chef du NPD, plusieurs projets de loi, notamment sur le réchauffement climatique, pourraient être au programme cet automne, mais M. Harper ne semble pas s'y intéresser.

«Il semble se préparer à justifier son abandon», a dit M. Layton. C'est une approche de perdant, et il devra expliquer aux Canadiens pourquoi il a choisi de ne pas respecter le Parlement à de nombreuses occasions.»

À en croire certains analystes, M. Harper pourrait déclencher des élections dès la semaine prochaine — soit avant la tenue des trois élections partielles prévues le 8 septembre —, pour un scrutin général à la mi-octobre.

Une source a par ailleurs révélé à *La Presse canadienne*, hier, qu'Élections Canada avait demandé à des agences de personnel temporaire de trouver tous les employés nécessaires pour des élections d'ici le 1er septembre, afin qu'ils puissent commencer à travailler le 2 septembre.

Semer la pagaille

On pourrait être porté à penser que Stephen Harper serait fou de déclencher des élections alors qu'il n'a que peu de possibilités de remporter une majorité. Le premier ministre lui-même a reconnu que les sondages d'opinion ne sont pas particulièrement encourageants.

A Tuktoyaktuk, dans les Territoires du Nord-Ouest, où il était de passage hier dans le cadre d'une tournée de trois jours en Arctique, il a même dit s'attendre à l'élection d'un autre gouvernement minoritaire. Alors, pourquoi tenir des élections? Cela donnera au gouvernement «un nouveau mandat» et quelques années de plus pour poursuivre son programme, a-t-il répondu.

Mais selon un ex-chef de cabinet de M. Harper, Tom Flanagan,

politologue à l'Université de Calgary, M. Harper se satisfierait d'un nouveau gouvernement minoritaire parce qu'un tel résultat semerait la pagaille dans les rangs des libéraux, ce qui lui permettrait de poursuivre sa stratégie à long terme visant à détruire ce qu'on avait coutume d'appeler le «gouvernement naturel» des Canadiens.

De l'avis du politologue, M. Harper ne recherche nullement une majorité. Il se contenterait d'un gouvernement «moins minoritaire», mais entendrait plutôt mener une guerre d'usure contre les libéraux. Si les conservateurs parviennent à leur arracher seulement quelques sièges de plus, M. Flanagan prévoit que cela plongerait les libéraux dans le chaos et les luttes fratricides, au point de les mener à l'effondrement.

M. Dion et les autres leaders de l'opposition ont une interprétation différente de la stratégie Harper.

Ils soutiennent que le premier ministre invoque de faux prétextes pour tenir des élections anticipées parce qu'il craint que l'automne qui s'annonce ne nuise aux chances de son parti. Ils l'accusent de vouloir éviter des audiences parlementaires sur «l'affaire Cadman», sur des accrocs allégués à l'éthique, sur les irrégularités dans les dépenses du parti aux élections de 2006, et de vouloir procéder avant le lancement, le 14 octobre, d'un livre potentiellement juteux de Julie Couillard, portant notamment sur sa relation avec Maxime Bernier.

La Presse canadienne

Des partielles peut-être chamboulées

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Les bulletins de vote sont généralement éphémères, devenus inutiles dès qu'un gagnant est couronné. Mais les électeurs de Westmount, de Saint-Lambert et de Guelph, en Ontario, auront peut-être l'occasion de prolonger la vie de leur.

En effet, dans ces trois circonscriptions où se déroule une élection partielle, les électeurs pourront aller voter par anticipation dès demain, samedi et lundi prochains. (Le vote par anticipation pour Don Valley Ouest aura lieu plus tard en septembre.) Or, si jamais les élections générales devaient être déclenchées comme prévu la semaine prochaine, ces partielles seraient du coup annulées.

«Les sacs se trouvant dans les boîtes de scrutin sont alors scellés et les bulletins de vote qui s'y trouvent ne sont jamais dépouillés», explique André Guertin, porte-parole à Elections Canada. «Ils sont envoyés au centre de distribution d'Élections Canada et y sont entreposés pendant 10 ans, comme le veut la loi.»

À Elections Canada, on est incapable de dire si l'annulation d'élections partielles pour cause de déclenchement électoral général est déjà survenu dans l'histoire du Canada. À la bibliothèque du Parlement, on l'ignore aussi. Chose certaine, cela n'est pas fréquent.

L'annulation des partielles aurait un autre effet: rendre plus riches des candidats obscurs. En effet, aux fins d'application de la loi électorale, le déclenchement du scrutin général sera considéré comme la fin de la campagne des élections partielles. Chaque candidat sera réputé avoir obtenu 10 % des voix, ce qui lui donnera droit à un remboursement par l'Etat de 60 % de ses dépenses. Ainsi, non seulement tous les candidats des grands partis seront-ils remboursés, mais aussi les trois candidats confirmés du Parti vert, le candidat du Parti marijuana, celui de l'Animal Alliance Environment Voters Party of Canada ainsi que quatre indépendants. Une aubaine!

De la même manière, le compteur des dépenses électorales sera remis à zéro dans ces circonscriptions. Même s'ils avaient atteint leurs plafonds prévus par la loi, les candidats pourront recommencer à dépenser. Reste à savoir si leurs caisses électorales seront encore garnies!

Le Devoir

Harper veut le contrôle des eaux arctiques

Tuktoyaktuk, T.N.-O. — Le premier ministre Stephen Harper s'est rendu hier dans les Territoires du Nord-Ouest pour revendiquer le contrôle des eaux arctiques disputé au Canada, notamment par la Russie, les États-Unis et l'Union européenne.

Dans un geste réclamé depuis longtemps par des spécialistes de l'Arctique, M. Harper a annoncé que tous les navires voguant dans l'Arctique canadien seront obligés de le signaler à l'Agence Système de trafic de l'Arctique canadien, de la Garde côtière canadienne.

Le premier ministre conservateur a indiqué que son gouvernement allait aussi doubler, à 370 kilomètres des côtes, l'étendue de la juridiction du Canada en vertu de la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques.

«Ces mesures lanceront un message clair au monde entier», a dit M. Harper lors d'une conférence de presse sur le rivage de la mer de Beaufort. *Le Canada prend l'entière responsabilité de la protection environnementale et de la défense de la mer de Beaufort.*

Même si la revendication canadienne du passage du Nord-Ouest n'est généralement pas reconnue sur la scène internationale, M. Harper s'attend à ce que les navires étrangers respectent l'obligation de signalement.

La Presse canadienne



Passeport Canada
Passport Canada

Évitez l'attente. Faites votre demande de passeport dès maintenant.

Dès le 1^{er} juin 2009, une loi américaine exigera que les Canadiens présentent un passeport valide pour entrer aux États-Unis par voie maritime ou terrestre. Si vous ne possédez pas de passeport, n'attendez pas à la dernière minute. Faites votre demande de passeport dès aujourd'hui afin de l'avoir en main quand vous en aurez besoin. N'oubliez pas que le passeport est le document de voyage et d'identité recommandé pour tous les voyageurs canadiens.

La loi américaine exige déjà que les Canadiens présentent un passeport valide pour entrer aux États-Unis par voie aérienne. La carte NEXUS est également un document de voyage accepté aux États-Unis. Les Canadiens âgés de 15 ans et moins pourront présenter leur acte de naissance ou une preuve de citoyenneté au lieu d'un passeport lorsqu'ils voyageront aux États-Unis par voie maritime ou terrestre.

Pour faire une demande de passeport ou pour trouver un point de service près de chez vous, consultez ou téléphonez :

passeportcanada.gc.ca
1 800 O-Canada
(1-800-622-6232)
ATS : 1-800-926-9105



Canada

ACTUALITÉS

Grease ou Columbine?



MICHEL DAVID

Il ne faut pas craindre de regarder la réalité en face, mais il est tout aussi important de savoir la mettre en perspective.

Dans un texte publié dans le dernier numéro de *L'Actualité* sous le titre «Des phénix ou des cancrès?», l'économiste Pierre Fortin s'emploie à relativiser les manchettes dramatiques sur le décrochage scolaire.

Selon les données du recensement de 2006, 12 % des Québécois âgés entre 25 et 34 ans n'ont pas de diplôme du secondaire, comparativement à 13 % aux États-Unis et à 11 % dans les autres provinces canadiennes.

Bien sûr, c'est encore trop, et il serait préférable que ce chiffre soit atteint dès l'âge de 18 ans. En matière de décrochage, on voit cependant mal ce que le Québec a à envier aux *high schools* américaines, dont Mario Dumont semble avoir découvert les vertus à l'occasion des tragiques événements de Montréal-Nord.

Il est vrai que les États-Unis constituent une inépuisable source d'inspiration pour le chef adéquiste. Dans sa plate-forme électorale de 2003, l'ADQ avait repris à son compte la formule des *vouchers*, ces «bons d'études» qui auraient permis aux parents d'envoyer leur enfant à l'école de leur choix. L'idée a été rapidement abandonnée, quand il est apparu qu'elle ne passait pas la rampe. Parions que la dernière to- quade de M. Dumont sera tout aussi passagère.

Dumont a fait preuve de son simplisme et de sa démagogie habituels en pointant l'école comme la grande responsable des événements de Montréal-Nord

Il est vrai que certaines initiatives, comme celle du Early College High School, financée par la fondation de Bill et Melinda Gates, obtiennent des résultats spectaculaires dans des quartiers particulièrement défavorisés, mais elles nécessitent des moyens trop considérables pour être étendues à l'ensemble du système.

Si le Québec a besoin de modèles pour lutter contre le décrochage, il devrait plutôt se tourner vers des pays comme la Norvège, la Finlande, l'Irlande ou encore la Corée du Sud, où moins de 10 % des 25-34 ans ne détiennent pas de diplôme du secondaire.

Le premier ministre Charest n'allait pas manquer une aussi belle occasion de se payer la tête du chef de l'ADQ. «Pour moi, M. Dumont a dû visionner le film *Grease* pendant ses vacances», a-t-il ironisé.

Le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, a été plus brutal: «Y a-t-il quel'un au Québec qui veut que les écoles québécoises ressemblent à des écoles américaines où, dans la plupart de ces écoles, il y a des détecteurs de métal?»

En 2006, le taux d'homicide au Canada était de 1,85 par 100 000 habitants, comparativement à 5,69 aux États-Unis. Il se trouve également qu'avec l'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard, le Québec a connu le plus faible taux de crimes avec violence parmi les provinces canadiennes.

Cela dit, le tristement célèbre école de Columbine, au Colorado, dont le drame a été immortalisé par le film de Michael Moore, n'est sans doute pas plus représentative des *high schools* américaines que celle de la comédie musicale mettant en vedette Olivia Newton-John et John Travolta.

Il serait absurde de faire porter aux écoles la responsabilité de la violence qui afflige la société américaine, qui est presque totalement dépourvue de filet de sécurité sociale et où les armes à feu circulent librement.

L'école québécoise, à Montréal comme ailleurs, a certainement ses défauts, mais le président de la Fédération autonome de l'enseignement, Pierre Saint-Germain, a raison de dire qu'elle ne peut pas davantage être tenue pour responsables des ventes vides, des familles dysfonctionnelles ou d'un marché du travail peu favorable à l'intégration professionnelle des communautés culturelles.

M. Dumont a fait preuve de son simplisme et de sa démagogie habituels en la pointant comme la grande responsable des événements de Montréal-Nord. La nouvelle porte-parole péquiste en matière d'éducation primaire et secondaire, Louise Harel, a été bien indulgente d'attribuer ses déclarations à une simple ignorance de la réalité de l'école secondaire en milieu défavorisé.

Tout le monde sait que l'écrémage pratiqué par l'école privée plombe l'école publique, même si aucun parti ne veut s'engager formellement à y remédier. Il fut un temps où, à défaut de diminuer radicalement les subventions à l'école privée, comme le prévoyait le programme adopté au congrès péquiste de juin 2005, Pauline Marois proposait de l'obliger à accepter un certain nombre d'élèves moins performants. Il semble toutefois que la modernisation de la social-démocratie passe maintenant par le maintien du statu quo.

On peut difficilement exiger de l'ADQ d'être moins «lucide» que le PQ, mais ce n'est pas une raison pour aggraver le problème en encourageant le secteur public à pratiquer la même discrimination que l'école privée.

Faisant écho à un récent rapport du Conseil supérieur de l'éducation, le président de la CSQ, Réjean Parent, réclamait la semaine dernière que les écoles secondaires publiques dites à vocation particulière cessent elles aussi de s'arracher les meilleurs élèves. Il y avait 75 000 inscrits dans ces écoles en 2004-05 et le nombre est en hausse.

Selon M. Parent, les événements de Montréal-Nord témoignent des malheureuses conséquences de cet écrémage. Chose certaine, la ghettoïsation qui en résulte ne contribue en rien à améliorer les choses.

Or le programme de l'ADQ propose d'augmenter encore le nombre d'écoles secondaires publiques à vocation particulière, sans toutefois leur imposer d'obligation particulière. Quel que soit le secteur considéré, ces gens-là ont une tendance inquiétante à vouloir jouer avec le feu. À en juger par les sondages, de plus en plus d'électeurs semblent l'avoir compris.

m david@ledevoir.com

Élèves de la réforme: les cégeps restent dans le noir

«On n'est pas capables de savoir de quelle manière ils vont nous arriver ni avec quel bagage de connaissances»

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Les cégeps s'inquiètent du niveau académique de la première génération issue de la réforme de l'éducation, qui arrivera au collégial dans deux ans. Le réseau collégial n'arrive pas à avoir une idée précise des connaissances et des compétences que ces étudiants auront acquises à leur arrivée au cégep.

Il est minuit moins une et le ministère de l'Éducation ne semble pas répondre à l'appel. «Nous sommes perplexes. [...] Personne ne nous a dit [au ministère] de dormir sur nos deux oreilles, que le niveau serait au moins équivalent à ce qu'il est actuellement», déplore le président de la Fédération des cégeps, Gaétan Boucher, qui rencontrait mardi l'équipe du *Devoir* à l'occasion de la rentrée scolaire.

Alors que les élèves ayant grandi avec la réforme amorcent leurs nouveaux cours de mathématiques de quatrième secondaire, qui déterminent bien souvent l'éventail des programmes qui leur seront accessibles au cégep, les directions des collèges restent dans l'ombre sur le profil des étudiants formés dans le cadre du Renouveau pédagogique. «On n'est pas capables de savoir de quelle manière ils vont nous arriver ni avec quel bagage de connaissances. Est-ce que cela entraînera des ajustements de système? On ne le sait pas encore. [...] Nos membres sont inquiets. Le temps file», poursuit M. Boucher.

La préoccupation des États généraux sur l'éducation tenus en 1995, qui ont pavé la voie à la réforme, était précisément de rehausser le niveau académique des élèves. Avant même l'arrivée des étudiants de la réforme, on constate déjà la croissance du nombre d'étudiants nécessitant un soutien particulier à leur arrivée au cégep. Depuis leur création, en 1993, le nombre d'étudiants inscrits aux sessions d'accueil et d'intégration au collégial, soit parce que leur niveau académique est trop faible, soit parce qu'ils n'ont pas choisi leur programme d'étude, a presque doublé pour atteindre 5 % de la clientèle cette année. On a aussi vu se multiplier depuis une dizaine d'années les centres d'aide à la réussite dans les collèges, pour soutenir les étudiants non seulement en français, mais aussi en anglais, en mathématiques, en physique, en lecture ou encore en sciences humaines.

Les espoirs nourris à l'égard de la réforme se transforment progressivement en inquiétude dans le milieu collégial, faute d'information. «Peut-être que le résultat sera la huitième merveille du monde, peut-être qu'il faudra des ajustements. On n'en sait rien, et c'est ce qui est insécurisant», poursuit M. Boucher.



Les directions des collèges restent dans l'ombre sur le profil des étudiants formés dans le cadre du Renouveau pédagogique.

Directeurs des études inquiets

Le directeur des études du Cégep de Matane, Louis Poirier, aimerait organiser des rencontres entre les enseignants de son cégep, des responsables du ministère qui ont travaillé sur les programmes et des enseignants des commissions scolaires qui les ont appliqués. «On veut être en mesure de se préparer en se basant sur des faits, pas sur des oui-dire, sur la rumeur», explique M. Poirier.

Une telle volonté ne se concrétise pas aussi facilement qu'il n'y paraît. Les commissions scolaires naviguent parfois un peu à vue. «L'an dernier, à la commission scolaire, on n'était pas en mesure de dire précisément quels seraient les nouveaux programmes de mathématiques de quatrième secondaire», relate M. Poirier.

Ce besoin de rencontrer les acteurs de la réforme au secondaire pour mieux préparer les enseignants et les aides pédagogiques individuels est partagé par le directeur des études et des communications du collège Marie-Victorin, Raymond-Robert Tremblay. Il anticipe la nécessité d'adapter les cours de philosophie, pour tenir compte des notions acquises dans le nouveau cours d'éthique et culture religieuse. Le remplacement des cours d'éducation au choix de carrière par une approche plus horizontale, où les différents enseignants du secondaire contribuent à l'orientation scolaire et professionnelle, pourrait aussi signifier un

besoin d'ajustement des services, croit M. Tremblay.

Au-delà des intuitions, le directeur des études voudrait lui aussi organiser des rencontres entre les enseignants de la fin du secondaire et ceux de son cégep, pour savoir «à quoi s'attendre concrètement».

En attendant l'arrivée de la génération de la réforme, en 2010, 78 242 nouveaux étudiants ont fait leur entrée cette semaine dans les cégeps du Québec. Au total, c'est 163 869 étudiants qui fréquentent cette année les programmes techniques et préuniversitaires des collèges, une augmentation de 4 % par rapport aux effectifs de l'an dernier.

A cette bonne nouvelle de la hausse de fréquentation s'ajoute l'apport d'argent frais. Quelque 70 millions ont été dédiés au réseau collégial dans le dernier budget. Les sommes iront notamment au soutien à l'enseignement (bibliothèques, techniciens de laboratoire, aide à l'utilisation des technologies de l'information) et l'embauche d'enseignants-ressources, qui travailleront dans les centres d'aide à l'apprentissage ou aideront, par exemple, leurs confrères à amorcer leur carrière du bon pied.

Le Devoir

■ Lire l'éditorial de Marie-Andrée Chouinard en page A 6

Assemblée nationale

Yves Bolduc tentera de se faire élire le 29 septembre

RÉMI NADEAU

Québec — Le ministre de la Santé, Yves Bolduc, tentera d'obtenir son laissez-passer pour l'Assemblée nationale le 29 septembre, alors qu'une élection partielle se tiendra dans Jean-Talon, à Québec.

Le conseil des ministres a autorisé hier le décret confirmant l'élection dans la circonscription laissée vacante par la démission de l'ex-ministre de la Santé, Philippe Couillard.

M. Couillard a annoncé son retrait de la vie politique le 25 juin et le premier ministre, Jean Charest, a assermenté son successeur le jour même.

Pour faire son entrée au Salon bleu lors de la rentrée parlementaire du 21 octobre, M. Bolduc, médecin généraliste d'Alma et non-élu, devra d'abord obtenir l'appui des électeurs de Jean-Talon.

En commentant brièvement la tenue du scrutin, il a affirmé qu'il pourrait rallier derrière lui les citoyens même s'il n'est pas de la région de la Capitale-Nationale.

«Je pense que j'ai déjà convaincu plusieurs des personnalités importantes de Québec, qui savent que je vais beaucoup m'occuper des dossiers de Québec, et puis même la population

sait que je me promène dans le comté», a-t-il dit, au terme de la réunion hebdomadaire du Conseil des ministres.

Selon lui, le passage au privé de son prédécesseur ne constituera pas un élément de distraction auprès des électeurs, même s'il fait l'objet d'une vérification du Commissaire au lobbyisme.

«Je pense que M. Couillard a démontré son intégrité», a-t-il dit. Il avait un grand sens des responsabilités et puis le dossier commence à s'éclaircir, ce ne devrait pas nuire.»

M. Bolduc a dit s'attendre à une chaude lutte, même si les sondages nationaux sont actuellement très favorables aux libéraux de Jean Charest.

Il affrontera entre autres la représentante du Parti québécois Françoise Mercure.

L'avocate, qui a été la première femme à présider la Chambre de commerce de Québec, a récemment dirigé le comité de travail mis sur pied par le maire Régis Labeaume sur la gouvernance de la ville de Québec.

Pour sa part, l'Action démocratique du Québec dévoilera l'identité de son candidat dans les prochains jours.

La Presse canadienne

EN BREF

Boisclair à la RIO

Le conseil des ministres du gouvernement libéral de Jean Charest vient de nommer l'ancien chef péquiste André Boisclair au conseil d'administration de la Régie des installations olympiques. M. Boisclair, 42 ans, est «consultant en matière de développement durable et de responsabilité d'entreprise», après avoir dirigé les troupes souverainistes de 2005 à 2007. Il avait démissionné de son poste peu après la cuisante défaite péquiste aux élections de 2007. Député de Gouin, puis de Pointe-aux-Trembles, il a déjà occupé le poste de ministre d'État aux Affaires municipales, à la Métropole, à l'Environnement et à l'Éau, mais aussi ceux de ministre de l'Environ-

nement et de ministre de la Solidarité sociale. — *Le Devoir*

Le Canada augmente son aide en Géorgie

Toronto — Le Canada versera une somme additionnelle de deux millions de dollars pour venir en aide aux populations touchées par le conflit en Géorgie. Cette aide s'ajoute à l'appui d'un million promis le 12 août dernier pour venir en aide aux victimes de la violence en Ossétie du Sud. La ministre de la Coopération internationale, Beverley J. Oda, a indiqué que le Canada, de concert avec la communauté internationale, continue de suivre l'évolution de la situation. — *La Presse canadienne*

Mélanie HUBERT, Karine SIROIS
Sous la direction de:
Jean-Marie DEBUNNE
FAIRE ESCALE
Collection *Rencontres*
Éthique et culture religieuse
au primaire
1^{re} année du 3^e cycle
Manuel de l'élève A 144 pages
Code 82220 - 26,95 \$
Les éditions LA PENSÉE
514-848-9042
En vente dans toutes les librairies
La tarification est indiquée sous réserve de modifications.

J'essaie de vous éviter un procès
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

TUDOR
TUDORWATCH.COM
LADY CHRONO
Boîtier en acier 41 mm

Bijouterie Gambard
Vente et service technique
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL
(514) 866-3876

LES ACTUALITÉS

Le virus, élément-clé des fonds marins

Dans le froid et la noirceur des fonds océaniques, les virus sont hyperactifs: ils y tuent 80 % des microbes, révèle une étude publiée aujourd'hui dans *Nature*. Alors que cette hécatombe libère des millions de tonnes de carbone dans l'écosystème, les modèles du cycle planétaire du carbone n'en tiennent pas compte.

AMÉLIE DAoust-BOISVERT

Les scientifiques italiens, américains et français ont identifié le rôle prépondérant des virus dans le fonctionnement des écosystèmes des fonds océaniques grâce à l'analyse de 232 échantillons de sédiments recueillis de 165 à 5527 mètres de profondeur, tant dans des zones quasi-équatoriales que nordiques.

Les planchers des océans recouvrent 65 % de la planète et renferment un dixième de sa biomasse malgré un environnement froid, d'une noirceur impénétrable et soumis à la pression de centaines de mètres d'eau. Plus on s'y enfonce, plus la proportion de microbes qui succombent à l'assaut des virus augmente. Les virus attaquent des bactéries et des archéobactéries: plus petits, ils les infectent et s'y reproduisent par dizaines jusqu'à provoquer leur éclatement.

Lorsque les microbes malades explosent, leur contenu se dissout dans l'eau. La décomposition des microbes atteints par les maladies virales libère des millions de tonnes de carbone dans l'écosystème. Les microbes non infectés l'utilisent comme source d'énergie: ils «mangent» littéralement les restes de leurs congénères. Aussi étrange que cela puisse paraître, cette épidémie ininterrompue chez les microbes stimule donc la croissance de la population microbienne en l'alimentant. «C'est un mécanisme presque autosuffisant»,

dit Roberto Danovaro, bio-océanographe et auteur principal de l'étude. Aussi, les animaux étranges qui peuplent cet univers hostile ne peuvent se mettre une large proportion des microbes sous la dent malgré la disette continue: ils se font couper «l'herbe sous le pied» par les virus, plus nombreux. Cela explique en partie pourquoi la croissance des populations animales de fond est aussi limitée malgré l'apparente abondance des bactéries.

«Nos résultats montrent que l'action virale est un processus crucial, négligé jusqu'à présent, qui doit être inclus dans les modèles concernant les cycles du carbone ainsi que dans l'étude de la circulation des éléments nutritifs», affirment les scientifiques. Ce qui se passe 1000 mètres sous la surface a des impacts encore inconnus mais certains sur le cycle global du carbone. «Il y a quelques années, on croyait ces écosystèmes immobiles», dit Roberto Danovaro. Maintenant, on sait que des quantités importantes de sédiments peuvent remonter vers la surface en quelques jours. Les océans jouent un rôle primordial dans les changements climatiques: ils absorbent le tiers du CO₂ émis par l'homme. Cette capacité à piéger le carbone dépend notamment de la «pompe biologique» qui attire ce carbone vers les fonds, à laquelle les virus participent vraisemblablement.

Le Devoir
Avec l'Agence France-Presse

Les démocrates américains adoptent un plan vert audacieux

Le plan prévoit plafonner les émissions de gaz à effet de serre des États-Unis

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

La quasi-intronisation de Barack Obama à l'investiture démocrate a relégué aux oubliettes médiatiques l'adoption par le Congrès démocrate de Denver d'une nouvelle plate-forme environnementale, qui risque de faire du bruit pendant les présidentielles.

En effet, le nouveau plan vert démocrate prévoit plafonner les émissions de gaz à effet de serre (GES) des États-Unis et de mettre en place un marché d'échanges de crédits d'émissions comme moyen principal d'atteindre les objectifs nationaux.

Cette rupture avec les politiques de l'administration Bush est probablement la plus importante qu'on puisse attribuer au prochain aspirant à la Maison-Blanche. Si elle devenait réalité, ce changement politique aurait des conséquences majeures pour le Canada, qui deviendrait le cancre environnemental du monde occidental après s'être aligné méthodiquement sur l'administration Bush pour renier ses engagements légaux envers les 163 pays signataires du protocole de Kyoto.

Mais le tandem Obama-Biden relégueraient aussi Canada dans

l'ombre sur les objectifs de réduction des GES. L'effet, le congrès démocrate de Denver a adopté le principe d'une réduction des émissions de 80 % d'ici 2050 alors que le gouvernement Harper cible seulement le 50 %. Le plan démocrate ne prévoit pas cependant le retour des États-Unis dans la communauté de

remettre les États-Unis en selle au plan des technologies vertes, un domaine où ils ont beaucoup perdu de terrain au profit de l'Europe notamment.

Enfin, le congrès a adopté le principe d'une taxe sur les profits des pétroliers afin de constituer un fonds qui permettrait de verser une

rente d'urgence de 1000 \$ aux familles étatsuniennes pour les aider à faire face à la crise énergétique et pour stimuler l'investissement

dans des technologies propres, ce qui devrait susciter des investissements de 150 milliards en 10 ans.

Ces éléments du nouveau programme électoral démocrate ont été chaudement applaudis par les milieux écologistes et les organisations citoyennes, tout comme la nomination du sénateur Joe Biden comme colistier à la vice-présidence.

Le sénateur Biden a d'ailleurs une solide feuille de route en environnement, selon un relevé réalisé par l'Agence Environmental News Service (ENS).

En 2007, il a voté en faveur d'un

resserrement des normes de consommation des véhicules automobiles et pour l'abolition des subventions aux pétroliers. En 1986, il a été le premier à déposer un projet de loi destiné à limiter la contribution des États-Unis au réchauffement du climat. Quant il présidait les audiences du comité sénatorial sur les relations étrangères, il a axé les travaux sur les conséquences méconnues des changements climatiques pour la sécurité des États-Unis. Il a aussi présenté une résolution bipartisanne pour inviter l'administration Bush à se réinsérer dans les négociations internationales sur le climat. Il a par ailleurs appuyé un projet de loi préconisant une réduction de 40 % de la consommation de pétrole aux États-Unis d'ici 2025. C'est un adversaire déclaré des projets de forage du président Bush dans la réserve nationale de l'Alaska, un projet que vient d'appuyer ouvertement le candidat républicain McCain et que Barack Obama n'ose plus dénoncer trop ouvertement en raison de la popularité de toute mesure qui pourrait procurer aux États-Unis du pétrole en abondance et à bon marché.

Le Devoir

EN BREF

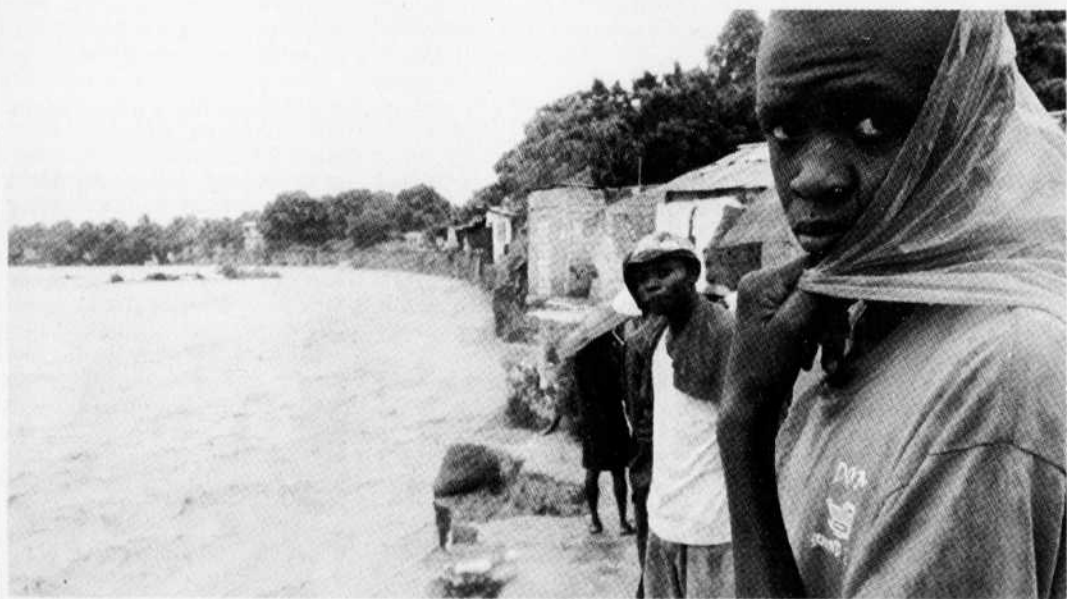
Saint-Léonard: Maiorano contre Bissonnet

En prévision de l'élection partielle qui aura lieu le 21 septembre à la mairie de l'arrondissement de Saint-Léonard, le parti de Benoit Labonté, Vision Montréal, envoie dans la mêlée une candidate de 22 ans: Mélina Maiorano. Étudiante à l'UQAM en design de l'environnement et bénévole pour l'organisme communautaire Grafix, Mme Maiorano affrontera Michel Bissonnet, 66 ans, candidat d'Union Montréal, et Livio Di Celmo, qui représentera Projet Montréal, le parti dirigé par Richard Bergeron. D'origine italienne, Mme Maiorano entend axer sa campagne sur «l'amélioration du cadre de vie». Rappels que Michel Bissonnet, candidat de l'équipe du maire Gerald Tremblay, tentera un retour à la mairie de Saint-Léonard, un poste qu'il avait occupé entre 1978 et 1981 avant de faire le saut en politique provinciale. Le député libéral de Jeanne-Mance-Viger était président

de l'Assemblée nationale depuis 2003. Le scrutin à la mairie de Saint-Léonard permettra de combler le poste laissé vacant par le départ de Frank Zampino. — Le Devoir

Police et diversité

Les chefs de police du Canada se disent déterminés à augmenter la diversité au sein des forces de l'ordre. Selon le président de l'Association canadienne des chefs de police, Steven Chabot, les forces policières veulent bénéficier de la diversité culturelle du Canada. Il affirme que la majorité des services de police ont une politique d'équité en matière d'emploi. L'Association canadienne des chefs de police tenait jusqu'à hier son congrès annuel à Montréal. L'Association a expliqué avoir des difficultés à recruter des représentants des communautés culturelles et des minorités. Le manque de confiance en la force policière, la barrière du langage et la compétition des entreprises privées expliqueraient, entre autres, ces difficultés. — La Presse canadienne



En République dominicaine, l'ouragan a fait hier avant l'aube huit morts, tous membres d'une même famille, à la suite d'un glissement de terrain.

L'ouragan Gustav fait 22 morts dans les Caraïbes

La Havane — Après avoir laissé dans son sillage au moins 22 morts en République dominicaine et Haïti, Gustav menaçait hier de reprendre la force d'un ouragan à l'approche de l'île de Cuba, qui a procédé à l'évacuation préventive de quelque 42 000 personnes. Gustav, qui a temporairement perdu de sa vigueur après son pas-

sage mardi sur Haïti, où il a fait 14 morts, et n'est pour le moment plus qu'une tempête tropicale, avec des vents soufflant à 95 km/h, menace également les installations pétrolières du golfe du Mexique, faisant grimper les cours du brut.

Une alerte à l'ouragan était en vigueur à Cuba pour les provinces orientales de Guantánamo, de Santiago et de Granma, et plus de 42 000 personnes, dont 90 touristes étrangers, ont été par précaution transférés, notamment de zones côtières qui risquent d'être inondées, dans des refuges ou chez des proches, selon les médias cubains.

Gustav pouvait redevenir un ouragan dans la nuit d'hier à aujourd'hui, avec des «vents d'une grande intensité», selon l'Institut de météorologie cubain (Insmet).

Le cœur de la tempête, qui se situait à 16h GMT à 170 km au sud-est de Guantánamo (sud-est de Cuba) et se déplaçait très lentement (7 km/h) vers l'ouest, devrait passer aujourd'hui entre la Jamaïque et tout près de la côte sud de Cuba avant de toucher sans doute la pointe occidentale de l'île communiste, selon l'Insmet, qui rapportait des vents à 95 km/h, contre 150 km/h la veille.

Gustav pourrait également toucher avec la force d'un ouragan le golfe du Mexique la semaine pro-

chaine, selon le Centre national des ouragans (NHC) basé à Miami.

En République dominicaine, l'ouragan a fait hier avant l'aube huit morts, tous membres d'une même famille, à la suite d'un glissement de terrain consécutif aux pluies provoquées par l'ouragan, selon la Défense civile.

Les victimes venaient de regagner leur maison à Saint-Domingue, où elles se croyaient en sécurité après avoir été évacuées il y a deux semaines en raison de la tempête tropicale Fay.

À Haïti, complètement paralysée mardi par l'ouragan, au moins 14 personnes ont trouvé la mort, dont certaines dans l'effondrement de leur maison, selon la protection civile.

Le gouvernement haïtien avait décrété dès lundi soir la «mobilisation générale». Les trafics aérien et maritime ont été interdits, tandis que les écoles et les commerces étaient fermés. La mise en place du nouveau gouvernement haïtien prévue mardi a été reportée «en raison des intempéries», selon le bureau du premier ministre.

Des centaines de personnes ont été accueillies dans des abris provisoires. Des consignes d'évacuation avaient été données aux populations vivant dans les zones à risques.

Agence France-Presse

Les agents de sécurité du Casino de Montréal sont en lock-out

Les agents de sécurité du Casino de Montréal ont quitté le travail à 16h45 hier pour une courte grève de cinq heures et quinze minutes. La direction ne semble pas avoir apprécié le geste puisqu'elle a par la suite décrété un lock-out.

Au moment de mettre sous presse, les activités se déroulaient toutefois normalement au Casino. Selon les informations disponibles, les cadres devaient prendre le relais des syndiqués pour assumer la sécurité des lieux.

Le Syndicat des employés de la Société des casinos du Québec, affilié à la CSN, a indiqué que les agents de sécurité avaient occupé les bureaux de l'administration durant leur débrayage. Ils souhaitent donner ce coup de semonce en raison de l'«intransigeance» de l'employeur.

La question des horaires de travail est le principal motif de rejet de l'entente de principe conclue le 1^{er} août dernier pour l'unité sécurité. Aucune séance de négociation n'a eu lieu depuis lundi. Les syndiqués espéraient toujours arriver à une entente avant demain matin, moment fixé par l'assemblée générale de l'unité sécurité pour déclencher la grève générale si aucune entente n'intervenait d'ici là.

Le 17 août dernier, près de 18 mois après l'expiration de leur convention collective, les membres de l'unité sécurité ont voté, dans une proportion de 94,3 %, pour le déclenchement de débrayages d'une durée limitée si les négociations ne progressaient pas et d'une grève générale à compter de demain si aucune entente de principe n'intervenait d'ici là, ce qui semble probable. Le syndicat compte près de 200 membres.

La Presse canadienne

Appuyez l'alphabétisation des enfants!



- Le matin du mercredi 24 septembre, *The Gazette* et Le Devoir distribueront des copies de leurs journaux dans les rues du centre-ville en échange de dons pour leur programme Lire, c'est grandir.
- Depuis son lancement en 2002, la campagne Lire, c'est grandir / Raise-a-Reader de la Fondation Canwest, a amassé au-delà de 10 millions de dollars qui ont été remis à des programmes d'alphabétisation familiale à travers le Canada.
- 100 pour cent de l'argent amassé sera versé à des programmes d'alphabétisation pour enfants au Québec.

Pour faire un don, svp visitez www.raiseareader.com

ou, téléphonez le 514 987-2681

ou veuillez remplir le coupon ci-dessous.

CanWest
Raise a Reader, Lire, c'est grandir.
The Gazette LE DEVOIR

The Gazette

POUR FAIRE UN DON :

• Remplissez ce coupon et le retourner à: The Gazette/Raise-a-Reader, C.P. 11057 Succ. Centre-ville, Montréal, Québec, H3C 4Z5.

• Ce coupon peut aussi être déposé aux bureaux de The Gazette au 1010, rue Sainte-Catherine Ouest (mezzanine)

• Visitez-nous en ligne : www.raiseareader.com

• Par télécopieur : 514 987-2398

• Ou, téléphonez le 514 987-2681 du lundi au vendredi entre 9 h et 17 h.

SVP ayez sous la main votre carte de crédit.

SVP ENVOYEZ LE REÇU D'IMPÔT À :

NOM DE FAMILLE _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____ APPARTEMENT _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

TYPE DE PAIEMENT :

Chèque Comptant Mandat-Poste

Visa MC Amex

NUMÉRO DE CARTE DE CRÉDIT _____ DATE D'EXPIRATION _____

SIGNATURE _____

Montant : _____ \$ Chèque libellé à l'ordre de : Raise-a-Reader / Lire, c'est grandir

Enfants handicapés

Les familles ont besoin de soutien

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Les familles qui ont des enfants handicapés ont besoin d'un meilleur soutien et de moments de répit, clame le Conseil de la famille et de l'enfance (CFE).

«La situation de ces familles est troublante. Elles déploient beaucoup d'efforts sans recevoir beaucoup d'aide et vivent souvent isolées», fait valoir la présidente du CFE, Marie Rhéaume, en présentant les recommandations de l'organisme.

Le CFE demande un accroissement des ressources dédiées au gardiennage des enfants handicapés, afin de permettre à leurs pa-

rents de reprendre leur souffle. «On parle d'enfants à mobilité très réduite, qui ne peuvent s'alimenter seuls. Il y a peu de mesures de répit pour ces familles et l'accessibilité fait défaut», poursuit Mme Rhéaume.

Au-delà de l'épuisement, les parents d'enfants handicapés se heurtent parfois aux dédales administratifs des services publics. École, service de garde, centre de réadaptation, hôpitaux et tutti quanti: les familles d'enfants handicapés doivent composer avec une panoplie d'organisations. Pour leur simplifier la tâche, le Conseil de la famille et de l'enfance suggère qu'on désigne des intervenants-pivots pour accompagner les familles

dans leurs relations avec les différents services publics.

L'avis recommande aussi d'améliorer le programme d'adaptation des domiciles pour les personnes handicapées, qui comporte actuellement une liste d'attente de deux à trois ans. «Les parents paient de leur santé, parce que leurs logements ne sont pas adaptés. Ils doivent par exemple souvent sortir les enfants de leur fauteuil pour entrer dans la salle de bains», illustre Mme Rhéaume.

L'avis du CFE a été transmis à la ministre responsable de la Famille et de l'Enfance, Michelle Courchesne.

Le Devoir

LE MONDE

Géorgie Pékin fait part à Moscou de sa « préoccupation »

La Russie accuse l'OTAN de masser des forces navales en mer Noire

Moscou — La pression sur la Russie, très critiquée après avoir reconnu les séparatistes géorgiens, s'est accrue hier, la Chine se disant « préoccupée », tandis que les Occidentaux l'appelaient à ne pas entamer une nouvelle guerre froide.

Pékin, silencieux jusque-là, s'est dit « préoccupé par les derniers développements en Ossétie du Sud et en Abkhazie », a annoncé l'agence Chine Nouvelle, citant un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Qin Gang. Cette déclaration est tombée peu avant une rencontre du président russe Dmitri Medvedev avec son homologue chinois, Hu Jintao, à Douchanbé, capitale du

mant qu'il serait « contre-productif de l'isoler [la Russie] ».

« La Russie était, est et restera le dernier pays au monde à vouloir une répétition de la guerre froide », lui a répondu le porte-parole du Premier ministre russe Vladimir Poutine, Dmitri Peskov.

Le président français Nicolas Sarkozy, qui assume la présidence de l'Union européenne, a dénoncé une reconnaissance qui « vise à un changement unilatéral des frontières » et appelé la Russie à retirer sans délai ses forces militaires de Géorgie sur les lignes antérieures au déclenchement des hostilités.

Le président ukrainien, Viktor Louchtchenko, déterminé à faire entrer son pays dans l'OTAN, a estimé que la reconnaissance par la Russie de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud constituait « une menace pour la paix » dans toute la région et en Europe. L'Ukraine a menacé hier de rouvrir le bail qui la lie à la Russie concernant la base de Sebastopol.

La Géorgie a pour sa part décidé de réduire ses liens avec la Russie, ne laissant que deux diplomates en poste à Moscou, a déclaré la ministre géorgienne des Affaires étrangères, Mme Eka Tkechelachvili. « Nous n'aurons plus d'ambassadeur à Moscou, seuls un diplomate confirmé et un diplomate de second rang travailleront dans notre ambassade en Russie », a-t-elle dit.

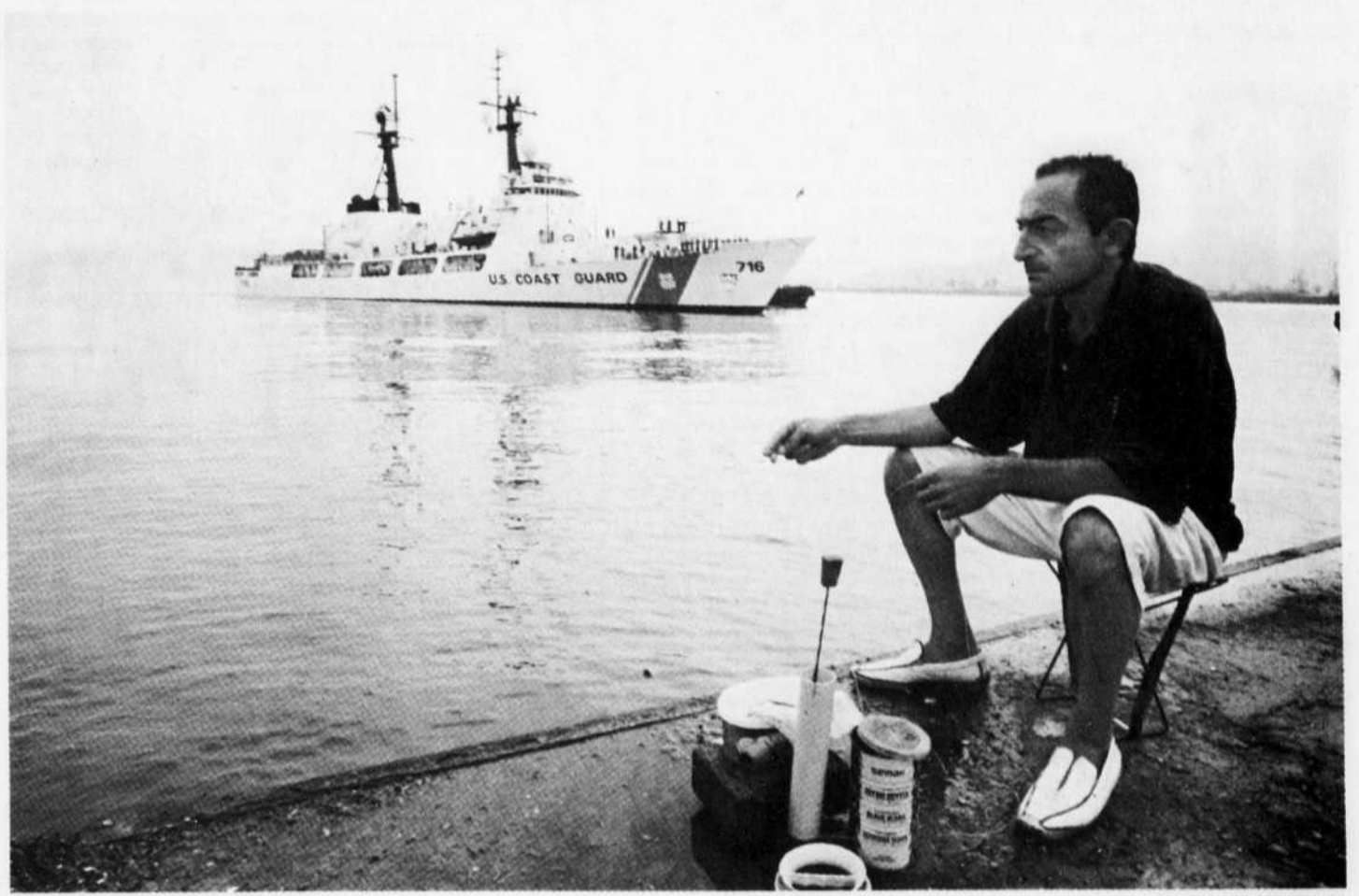
Nouvel élément au dossier, la reconnaissance par Moscou de l'indépendance de deux régions séparatistes de Géorgie soulève la question de la mosaïque de peuples du Caucase du Nord en Russie, où ce précédent pourrait attiser des velléités d'indépendance et de vieilles inimitiés.

Le quotidien officiel Rossiïskaïa Gazeta se montrait hier le plus alarmiste, évoquant « un moment très dangereux pour la situation intérieure de la Russie ».

« De nombreuses régions de Russie disposent à présent d'un nouvel argument en faveur de leur indépendance. Ainsi, la stabilisation du Caucase pourrait à présent prendre une toute autre tournure », expliquait le journal.

Le président tchéchène pro-russe, Ramzan Kadyrov, dont la petite république sortie détruite de deux guerres impliquant les forces russes, a jugé nécessaire hier de réaffirmer l'appartenance de la Tchétchénie à la Fédération de Russie.

Agence France-Presse



UMIT BEKTAS REUTERS

L'arrivée du garde-côte américain Cutter Dallas hier à Batumi n'a rien enlevé à la concentration de ce pêcheur géorgien.

L'indépendance, et après ?

MARIE JÉGO

Moscou — Promise depuis 15 ans, sans cesse repoussée, la reconnaissance par la Russie des régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, en Géorgie, le mardi 26 août, mettra-t-elle fin à leur isolement ? Le président russe, Dmitri Medvedev, a eu beau appeler à une reconnaissance des deux entités par « d'autres États », il y a peu de chances que le mouvement se poursuive.

« Contrairement aux États-Unis qui, dans le cas du Kosovo, ont trouvé des pays pour les suivre sur la voie de la reconnaissance, Moscou n'a pas une telle possibilité. Personne ne nous suivra », estime Fiodor Loukianov, rédacteur en chef de la revue *La Russie dans la politique globale*.

La Biélorussie et la Transnistrie (État russophone autoproclamé entre la Moldavie et l'Ukraine) sont sur les rangs. La Syrie pourrait reconnaître les deux États, espère-t-on

à Moscou. Récemment, le président syrien Bachar Al-Assad est venu exprimer son soutien à Dmitri Medvedev dans la crise avec la Géorgie, espérant recevoir en retour des missiles Iskander pour son pays. Moscou compte aussi sur la reconnaissance du Venezuela ou sur celle de l'Iran.

Au fond, la reconnaissance ne va pas changer grand-chose. Sortis du giron de Tbilissi après des conflits armés meurtriers au moment de l'implosion de l'URSS, en 1991, les deux micro-États, non reconnus par la communauté internationale, sont totalement dépendants du puissant voisin avec lequel ils partagent une frontière. Quatre-vingt-dix pour cent des Abkhazes et des Ossètes sont détenteurs de passeports russes. A ce titre, ils ont pris part aux élections législatives en décembre 2007 et présidentielle en mars 2008. Moscou entend continuer ainsi. Il y a du référendum dans l'air. Pour l'an-

ciens dissident Sergueï Kovalev, « ces territoires vont très vite demander leur rattachement à la Fédération ». Reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud, 50 000 habitants, est un jeu auquel la Fédération russe, constellée de petites entités ethniques dotées depuis l'époque soviétique d'un semblant d'autonomie, pourrait se brûler les doigts. De l'autre côté de la frontière sud-ossète, l'Ossétie du Nord, 300 000 habitants, reste un « sujet de la Fédération ».

Une longue histoire

Certes, les Ossètes, descendants des Alains, un vieux peuple indo-européen, ont toujours été loyaux au suzerain russe, mais l'instabilité qui prévaut dans le nord du Caucase pourrait donner des idées aux autres Caucasiens. Selon Oussam Baïssaev, membre de l'organisation de défense des droits de la personne Memorial, la reconnaissance « donne des fonde-

ments juridiques au rétablissement de l'indépendance de la Tchétchénie ». Les Tchétchènes sont amers. Pour eux, il est insupportable d'entendre Vladimir Poutine parler du « génocide » des Ossètes par les Géorgiens alors que le martyr de tant de Tchétchènes, morts sous les bombes russes à Grozny pendant l'hiver 1999-2000, est tu.

La reconnaissance par la Russie des régions séparatistes ignore le problème du retour des réfugiés. De 250 000 à 300 000 Géorgiens ont été chassés d'Abkhazie en 1993-1994, épuration ethnique à la clé, un fait documenté à l'époque par les organisations des droits de la personne. En Ossétie du Sud, l'épuration est récente. Du 7 au 11 août, des villages géorgiens ont été vidés de leurs habitants et rasés. Le « président » ossète, Edouard Kokoïty, a prévenu : « Ils ne seront jamais autorisés à rentrer ».

Le Monde

Thaïlande La justice ordonne le départ des manifestants

Bangkok — Le premier ministre thaïlandais a ordonné hier à des milliers de policiers anti-émeutes d'évacuer la foule de manifestants royalistes massée devant le siège du gouvernement à Bangkok, a annoncé son porte-parole.

« Le premier ministre a dit que cette situation devait prendre fin aujourd'hui. Des milliers de policiers vont être déployés afin d'évacuer les manifestants du siège du gouvernement », a déclaré Wichianchot Sukchotrat à des journalistes.

Quelques heures plus tard, un tribunal civil de Bangkok a également ordonné aux manifestants de quitter les lieux.

Des mandats d'arrêt ont par ailleurs été émis à l'encontre de neuf meneurs de la manifestation antigouvernementale, qui souhaitent chasser du pouvoir le premier ministre, l'accusant d'être manipulé par son prédécesseur, Thaksin Shinawatra. Ces neuf dirigeants de l'Alliance populaire pour la démocratie (PAD) sont accusés d'avoir appelé aux troubles et tenté de renverser le gouvernement, ce qui peut leur valoir un chef d'accusation passible de quinze ans d'emprisonnement.

Deux mille policiers ont pris position autour des manifestants. Tôt dans la matinée, un bref affrontement avec les forces de l'ordre a fait quinze blessés dans la foule.

Selon un sondage de l'Université de Bangkok diffusé mercredi, le soutien de la population aux manifestants royalistes s'est largement effrité, et 73% des Thaïlandais désapprouvent désormais leur mouvement.

Reuters

Zimbabwe Mugabe veut former un gouvernement

L'opposition refuse s'il n'y a pas partage du pouvoir

Harare — L'annonce d'un prochain gouvernement par le président zimbabwéen Robert Mugabe a provoqué hier la colère de l'opposition qui, forte de sa victoire au Parlement, refuse d'y participer tant qu'un partage du pouvoir n'aura pas été négocié.

« Nous allons bientôt mettre en place un gouvernement », a déclaré au quotidien *The Herald* le président Mugabe, au lendemain d'une inauguration mouvementée du corps législatif où il a été élu par les élus de l'opposition. Le Mouvement pour le changement démocratique (MDC, opposition) « ne veut pas en faire partie, apparemment », a lancé le président.

Cette annonce marque une nouvelle détérioration des relations entre le régime et le MDC, dont la victoire lundi à la présidence du Parlement a chamboulé l'équilibre des forces.

« Il pense qu'il nous met sous pression quand il dit qu'il va former un gouvernement prochainement. Mais nous refusons toute participation à un gouvernement qui serait pour un profit personnel [...] Nous avons le temps de notre côté, nous avons le peuple avec nous », a rétorqué le porte-parole du MDC, Nelson Chamisa.

En attendant la reprise des négociations, le MDC estime illégitime aussi bien la session inaugurale du Parlement que la formation d'un gouvernement, synonyme de « déclaration de guerre contre le peuple ».

Une faction dissidente de l'opposition, qui peut avec ses dix députés faire pencher la majorité au Parlement en faveur de M. Tsvangirai ou du président

Mugabe, refuse elle aussi de prendre part à ce gouvernement malgré les rumeurs d'une entente avec le chef de l'État.

Les négociations, destinées à sortir le pays de la crise née de la défaite du régime aux élections générales du 29 mars, achoppent sur le contrôle de l'exécutif. Elles ont été suspendues sine die le 12 août. Le MDC a réclamé l'intervention du président sud-africain Thabo Mbeki, médiateur de l'Afrique australe. Ce dernier a invoqué à plusieurs reprises l'urgence d'une solution devant le marasme économique qui réduit la vaste majorité des Zimbabwéens à une vie de misère.

Pour Frans Cronje, de l'Institut sud-africain pour les relations entre les races, l'annonce de M. Mugabe constitue une énième mesure d'intimidation et de défi de la part du héros de la guerre d'indépendance dans l'ancienne Rhodésie du Sud britannique. Le vieux chef de l'État « est comme un cheval de guerre qui a beaucoup donné pour gagner du temps et terminer son mandat. Il ne peut que perdre dans les négociations, quand ses chefs militaires seront hors jeu », a dit M. Cronje.

Mais le président continue d'utiliser l'appareil de répression. Cinq députés du MDC ont été arrêtés sous des motifs divers depuis lundi. Et le procès pour complot du numéro deux du MDC, Tendai Biti, a hier été reporté une fois de plus.

Agence France-Presse

L'opposition afghane veut une conférence avec les talibans

Kaboul — La période critique que traverse l'Afghanistan nécessite la tenue d'une conférence internationale en présence des insurgés talibans, a estimé hier le principal groupe d'opposition à Kaboul.

« Nous sommes arrivés à un point très dangereux et nous sommes dans un état très fragile, nous sommes très vulnérables », a dit un porte-parole du Front national, qui regroupe plusieurs partis d'opposition.

L'alliance d'opposition prône la tenue d'une nouvelle réunion internationale sous l'égide des Nations Unies, sur le modèle de la réunion organisée après le renversement des talibans, en 2001, a ajouté Fazl Sangcharaki. Y participeraient

les voisins de l'Afghanistan, les pays de l'OTAN et de l'Organisation de la conférence islamique, mais aussi les groupes d'opposition armés afghans.

« Pour sauver l'Afghanistan, afin de ne pas laisser passer des chances historiques et en or, les Afghans devraient s'asseoir à la même table et avoir un dialogue sérieux », a-t-il poursuivi.

En dépit des 220 000 soldats de l'armée afghane et des forces étrangères présentes dans le pays, les violences ont nettement progressé ces trois dernières années et les talibans se sont rapprochés de Kaboul.

Reuters

Merkel est la plus puissante

New York — La chancelière allemande Angela Merkel reste pour la troisième année consécutive la femme la plus puissante du monde, selon le classement annuel publié hier par le magazine américain *Forbes*.

La secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice descend du 4^e rang en 2007 au 7^e rang en 2008, et la sénatrice démocrate Hillary Clinton, candidate malheureuse à l'investiture de son parti à la présidentielle américaine, passe de la 25^e à la 28^e place, selon le communiqué de *Forbes*.

La Française Anne Lauvergeon, présidente du directoire du groupe nucléaire français Areva, progresse de la 14^e place en 2007 à la 9^e en 2008.

La numéro deux n'est pas très connue du grand public ; il s'agit de Sheila Bair, présidente de la FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation), une des autorités de régulation du secteur bancaire aux États-Unis, qui annonce notamment les faillites bancaires et dont

les communiqués sont attendus comme des couperets.

La présidente argentine Cristina Fernandez est au 13^e rang.

Parmi les disparus depuis 2007, on note le nom de Zoe Cruz, ancienne présidente de la puissante banque d'affaires Morgan Stanley, un peu affaiblie mais toujours un des fleurons de la finance américaine, et celui de Patricia Russo, directrice générale de l'équipementier français Alcatel Lucent, surnommée Kamikaze Pat, qui doit quitter la société à la fin de l'année.

La liste se compose de 23 femmes politiques, de 54 dirigeantes de société et de quelques femmes puissantes dans les médias ou des organisations à but non lucratif, résume *Forbes*.

Quarante-cinq pour cent des femmes de la liste sont en dehors des États-Unis, et un tiers font leur apparition pour la première fois, selon le communiqué.

Agence France-Presse

EN BREF

Émeutes de la faim en Inde

Patna — Des émeutes de la faim ont éclaté hier dans l'est de l'Inde, où des inondations sans précédent en 50 ans ont déplacé plus de deux millions de personnes et détruit 250 000 maisons. Dans le district de Madhepura, une personne a été tuée dans une cohue à l'entrée d'un dépôt de vivres et de médicaments. A Supaul, un enfant a été tué et une trentaine de personnes blessées par des colis humanitaires jetés depuis les airs par des hélicoptères. Des vols de céréales ont été signalés aux autorités dans plusieurs villes de l'État du Bihar, l'un des plus pauvres du pays. « Nous avons suffisamment de réserves alimentaires, mais le problème réside dans nos moyens de transport limités », a dit un haut responsable des autorités de Madhepura. — Reuters

Amazonie : litige entre Indiens et fermiers blancs

Brasilia — La Cour suprême du Brésil a commencé hier à discuter du maintien des frontières d'une vaste réserve indigène en Amazonie, et la décision, très attendue, fera jurisprudence pour d'autres cas litigieux. Ce litige oppose les Indiens qui veulent protéger la forêt et leur mode de vie traditionnel et les fermiers avides d'exploiter de nouvelles terres. La réserve Raposa Serra do Sol, de 1,7 million d'hectares, soit la moitié de la Belgique, située à la frontière du Venezuela et du Guyana et où vivent 19 000 Indiens, a été créée en 2005 par le gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva. — AFP

ÉDITORIAL

Élèves
dans le brouillard

Les enfants apprennent-ils ce qu'il faut à l'école? L'immensité du savoir est telle que cette lancinante question appelle plus d'une réponse. Mais alors que la réforme de l'éducation traîne déjà derrière elle quelques cohortes d'élèves, on s'interroge, avec raison, sur le bagage reçu de l'école. Qu'en est-il?

Perplexe. En entrevue au *Devoir*, le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, s'est dit perplexe devant l'énigme que semble constituer le niveau de connaissances qu'auront atteint les élèves de la réforme au moment de frapper à la porte d'un collège.

Qu'il ne soit pas embarrassé de confier ce trouble, car celui-ci est des plus légitimes: deux ans avant l'entrée au cégep d'un premier groupe, il est sain que le collégial se prépare à recevoir ces élèves que la réforme, ne l'oublions pas, comptait rendre plus éclairés et avertis que jamais.

Un brin impuissants, comme nous le sommes tous d'ailleurs, les collègues essaient tant bien que mal de dissiper le brouillard qui entoure les effets de la réforme. Que diable sauront-ils en bout de parcours, ces petits que plusieurs ont déjà condamnés au sort d'infortunés cobayes? Auront-ils déambulé à l'aveuglette d'un niveau à l'autre, récompensés grassement d'une promotion automatique pour des efforts insuffisants? Sont-ils, au contraire, beaucoup plus malins qu'on ne le soupçonne, mais prisonniers clandestins d'une machine administrative qui, la première, a perdu le sens d'une réforme qui était sienne?

Se camoufle derrière ces questions justifiées une inertie choquante. Faudra-t-il attendre? Espérer que le vent tourne d'un côté favorable pour ces enfants? Croiser nos doigts de parents, d'enseignants, de directeurs, voire de ministre, pour que les résultats soient à la hauteur des attentes?

Lorsqu'ils avouent une profonde inquiétude, les collègues ne renvoient pas de manière simpliste la responsabilité au réseau qui le précède, l'accusant de mal préparer les générations à venir. Hélas, leur préoccupation repose sur une solide expérience: voilà plus de dix ans qu'ils multiplient les structures de soutien et d'encadrement pour pallier les lacunes des étudiants qu'ils accueillent. Faiblesses en français, en maths, en méthodologie: il faut déjà tout mettre en œuvre pour cimenter le travail accompli en amont. Le tableau sera-t-il assombri après le passage de la réforme?

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a bien sûr annoncé qu'elle entendait «*hiérarchiser les savoirs*» au sein des programmes de chacune des années du parcours scolaire, histoire de préciser les attentes et de rassurer les troupes s'il y a lieu; mais cela ne dissipe aucunement l'écran de fumée qui embrouille la réussite de nos élèves.

De tests internationaux aux manchettes de journaux, les petits Québécois passent de cancre à génies, au gré des interprétations et des lectures des chiffres. Ne l'oublions pas: ils passent par l'école à un moment où une criante pénurie de main-d'œuvre marque déjà le Québec. Et celle-ci ne risque pas de bientôt s'amenuiser.

Cette pression de l'économie sur le savoir risque de provoquer un glissement facile, mais dangereux, vers la diplomation éclair et un affaiblissement des exigences. Il s'agit d'une réelle menace, particulièrement dans un contexte où l'on peine déjà à savoir exactement de quoi se nourrissent à l'école nos esprits verts.

En ce début de rentrée scolaire, faisons le vœu qu'en haut lieu l'impossible soit fait pour que ne soit sacrifié aucun élève sur l'autel de la passivité. Souhaitons que l'éducation, et avec elle la réforme, ne redevienne pas l'otage d'une joute politique creuse. Et espérons que, sur les bancs d'école, les jeunes consciences soient allumées par des passeurs de culture.

machouinard@ledevoir.com

Du calme, docteur!

La sortie du président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec, le Dr Gaëtan Barrette, réclamant un temps d'arrêt pour revoir le projet du futur CHUM, avait de quoi surprendre. S'il est une chose dont on peut se passer dans ce projet, c'est bien d'une centième remise en cause de l'emplacement du CHUM ou de l'ampleur du projet. Le CHUM sera construit sur les terrains adjacents à l'hôpital Saint-Luc ou ne sera pas, et le nombre de lits atteindra 700 tel que cela a été prévu depuis longtemps.

Pourquoi 700 lits et non 900 comme l'auraient souhaité certains au vu de la situation actuelle? Parce que le CHUM ne sera pas un hôpital de quartier, fonction qui sera dévolue à l'hôpital Notre-Dame, mais d'enseignement et de soins spécialisés. Il n'y aura qu'un lit par chambre et aucun ne devrait être occupé par des malades chroniques, ce qui est souvent le cas présentement.

Là où le Dr Barrette a peut-être raison, c'est au sujet du nombre de salles d'opération, qui devrait diminuer de 42 à une trentaine. Mais là encore, rappelons que Notre-Dame conservera aussi des salles d'opération, comme tout bon hôpital général. De toute façon, souligne la direction du CHUM, c'est moins le nombre de salles qui compte que le temps d'utilisation et l'organisation. On veut bien, mais qu'est-ce qui

prouve que ces problèmes seront réglés avec le nouveau CHUM?

En réaction à la sortie de la Fédération des spécialistes, le ministre de la Santé, Yves Bolduc, a heureusement refusé de revenir sur la décision de construire le CHUM au 1000, Saint-Denis. Il s'est toutefois montré ouvert à discuter du programme clinique du projet puisque l'appel de qualification pour la construction ne sera lancé que plus tard cet automne.

Faut-il plus de salles d'opération? Le cri d'alarme de la Fédération des médecins spécialistes est-il représentatif d'un réel problème qui risque d'handicaper le développement futur de cette grande institution universitaire francophone? Ou s'agit-il plutôt d'une autre vague de protestation des mêmes médecins du CHUM qui contestent ce projet depuis le début?

Parlant de fusion, certains craignent aussi que l'explosion des coûts n'amène les autorités à maintenir le statut d'hôpital universitaire pour Notre-Dame et à répartir les spécialités entre les deux établissements. Voilà qui n'aurait aucun sens puisque c'est l'idée même de fusionner les hôpitaux dans le but de rationaliser l'offre de soins aux patients qui a conduit au projet de construction d'un nouvel hôpital, et non l'inverse.

Finalement, n'oublions pas que, si l'avancement du projet est aussi lent, ce n'est pas seulement parce qu'il s'agit d'un monstre de complexité, mais aussi parce que le gouvernement Charest a opté pour le partenariat public-privé (PPP). À elle seule, cette décision exige deux années de plus et ne simplifie rien du tout. Quant à savoir si la formule générera les économies promises par l'Agence des PPP, cela reste la partie la plus douteuse de l'équation.

j-rsansfacon@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



LETTRES

Une décision malheureuse

La décision prise par Hydro-Québec de dépenser deux milliards de dollars pour réparer la centrale nucléaire fortement dégradée à Bécancour est une malheureuse décision pour le Québec. Cet investissement dans une technologie en perdition est un gaspillage de notre précieux capital: le Québec avait déjà déclaré un moratoire sur la construction de nouveaux réacteurs nucléaires, en 1978. Le nucléaire est donc un cul-de-sac ici, au Québec.

Une coalition de plus de 50 regroupements a déjà écrit au premier ministre Charest pour lui demander de déclasser la centrale et de plutôt investir l'argent dans des programmes de conservation de l'énergie dans chaque communauté québécoise et la production d'énergie propre et renouvelable.

Ces groupes refusent d'accepter cette décision concernant Gentilly 2 comme définitive. Ils exigent du premier ministre que soit respecté l'avis du BAPE, qui recommande que toute décision à propos de l'énergie nucléaire au Québec doit reposer sur une vaste consultation publique.

En 2006, le Bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE) faisait remarquer que les niveaux de contamination radioactive dans l'eau potable de certaines communautés situées près du réacteur québécois seraient illégaux si on utilisait les standards de la Californie.

Le BAPE recommandait aussi que la réfection ne soit pas autorisée avant que le gouvernement du Québec et Hydro-Québec n'aient élaboré une politique pour le traitement de grandes quantités de déchets radioactifs générés lors des opérations de réfection. Cela n'a pas été fait.

Si on investissait les deux milliards de dollars requis pour la réfection du vieux réacteur dans des projets fondés dans la communauté et dans l'efficacité énergétique à la grandeur du Québec, nous créerions beaucoup plus d'emplois et sauverions infiniment plus d'énergie que ce réacteur n'en produira jamais.

Gordon Edwards
Président du Regroupement
pour la surveillance du nucléaire,
Hampstead, le 24 août 2008

Un comité à abolir

Le rapport du comité consultatif sur la violence au hockey au Québec a été publié. On y proclame la tolérance zéro contre la violence au hockey. Avec un tel objectif, on s'attendrait à ce que les bagarres soient automatiquement interdites, mais nos génies arrogants du hockey au Québec ont inventé un système pour permettre les bagarres et c'est après des actes de violence extrême de façon répétitive qu'un joueur sera suspendu.

Même un gardien de but qui part de son bout de la patinoire pour aller battre sauvagement l'autre gardien de but aura une suspension de 10 parties. Pas mal, notre matamore Roy a eu sept parties de suspension de la ligue et cela fait seulement trois parties de plus sous le nouveau régime proposé par le comité consultatif arrangé par Courteau et la ministre Courchesne.

Pour ajouter l'arrogance à l'insulte, M. Courteau propose de faire une consultation auprès des équipes de la ligue junior majeure du Québec.

Mme la ministre Courchesne, je me souviens des mots que vous avez prononcés lorsque vous avez décidé de mettre en place des mesures pour que la violence au hockey soit complètement interdite. Votre comité a failli à sa tâche. Je vous suggère que votre comité soit aboli et que votre ministère décide des règlements sans consultation auprès des équipes. Il faut des mesures avec des dents. La tolérance zéro veut dire que pour les bagarres et les actes de violence sauvage, il faut des suspensions immédiates, des mesures sérieuses et sans appel. Cela aiderait à faire évoluer ce que M. Courteau appelle «*la culture du hockey*».

Jean-Charles Raby,
Orléans, le 23 août 2008

On nous prend
pour des valises!

L'annonce de lundi 18 août de M. Philippe Couillard, concernant son association à un fonds d'investissement privé en santé, nous laisse perplexe, notamment sur toute la question entourant l'éthique de cette personne, qui a agi pendant plusieurs années comme ministre de la Santé.

LIBRE OPINION

Assez, c'est assez!

JOSIANE ARSENAULT DUBÉ
Montréal

Lorsque j'ai lu *Le Devoir* de ce mardi, dans lequel Mario Dumont évoquait son désir de voir plus de discipline à l'école, les cheveux m'ont dressés sur la tête. Pour tout dire, j'en ai assez. Assez de ces fonctionnaires, de ces politiciens qui, sans être présents sur le terrain, ne font que présenter à la population une image négative de l'école publique québécoise, comme si rien de bon ne s'y faisait, comme si nos écoles ne savaient pas à quoi rime un projet de vie, un projet éducatif!

J'en ai assez de les voir nous proposer des solutions toutes faites calquées sur nos voisins du Sud où, il me semble, le fait de porter fièrement un costume aux couleurs d'une institution scolaire n'empêche pas des étudiants de tirer à bout portant sur leurs camarades de classe.

Assez aussi de voir la ministre de l'Éducation se plier aux demandes des parents pour gagner quelques votes et exiger des enseignants qu'ils remettent des bulletins chiffrés et qu'ils se remettent aux dictées, sans porter la moindre attention à l'avis des professeurs dans ces dossiers.

En fait, j'en ai ras le bol qu'on dénigre nos enseignants et qu'on les dépoussière d'une confiance qu'ils méritent amplement et qui leur permettrait de choisir quels outils leur semblent le plus propices pour transmettre le savoir. Lidée viendrait-elle à M. Dumont ou au ministre de la Santé d'obliger les chirurgiens à utiliser tel scalpel plutôt que tel autre dans le but de sauver des vies? Je ne crois pas.

Je travaille auprès des clientèles scolaires depuis plus de dix ans. Je suis une travailleuse cul-

tuelle, j'accueille des élèves au théâtre et je me rends dans des classes afin de sensibiliser les jeunes au spectacle auquel ils assisteront avec leurs enseignants (du moins, jusqu'à ce que les conservateurs de Stephen Harper considèrent que le fait de sortir de mon théâtre pour me rendre en classe constitue une mini-tournée et qu'ils me coupent les vivres pour ce faire...).

Grâce à mon travail, je suis témoin, semaine après semaine, de l'excellence du travail de nos enseignants, de leur dévotion et de leur investissement. Mes visites dans les classes ne durent que 20 minutes, durant lesquelles j'ai la plupart du temps l'attention respectueuse et complète des élèves. Je les adore, mais je n'aurais jamais l'énergie nécessaire pour passer la journée à animer ces groupes.

Les enseignants passent plus de six heures par jour avec leurs élèves. Je leur lève mon chapeau. Ils travaillent dans des conditions difficiles: le bruit dans nos écoles mal insonorisées est incessant, la fenestration souvent défectueuse, les classes sont bondées et les enfants ayant des troubles de comportement, parfois sévères, monopolisent leur attention; malgré tout cela, ces gens enseignent, écoutent, apprennent aux enfants à régler leurs conflits pacifiquement et à vivre en société. Et comme si ce n'était pas assez, on leur demande de pallier les éducations parentales déficientes. Monsieur Dumont, un enseignant, ça n'a rien d'une gouvernante privée!

Mario Dumont veut plus de discipline à l'école? Ne sait-il pas que beaucoup se jouent avant six ans, et que si un enfant est roi et maître chez lui, il peut bien porter un uniforme à l'école, cela ne l'empêchera pas de se montrer récalcitrant à toute forme d'autorité? Voilà où l'ensei-

gnant doit user de pédagogie pour venir à bout de cette opposition. La discipline s'accompagne du respect, et le respect de la confiance.

Si l'on évolue dans une société où les citoyens, la classe politique et les parents ne font pas confiance à ceux qui enseignent à leurs enfants et ne les respectent pas, comment voulez-vous que pour les enseignants, l'enseignant soit l'autorité suprême?

Les professeurs qui réussissent à se faire respecter de leurs élèves — et ils sont nombreux — ont réussi à établir avec eux une relation de confiance; mais pour que l'enfant fasse confiance à un adulte, il faut qu'il ait senti, dans sa petite enfance, que les adultes sont dignes de cette confiance.

Au lieu de vouloir faire de nos institutions scolaires des écoles militaires, il serait préférable de voir naître des programmes qui permettraient aux parents, présents et futurs, d'améliorer leurs capacités parentales. Peut-être que cela permettrait, au fil du temps, de modifier le visage de nos écoles publiques.

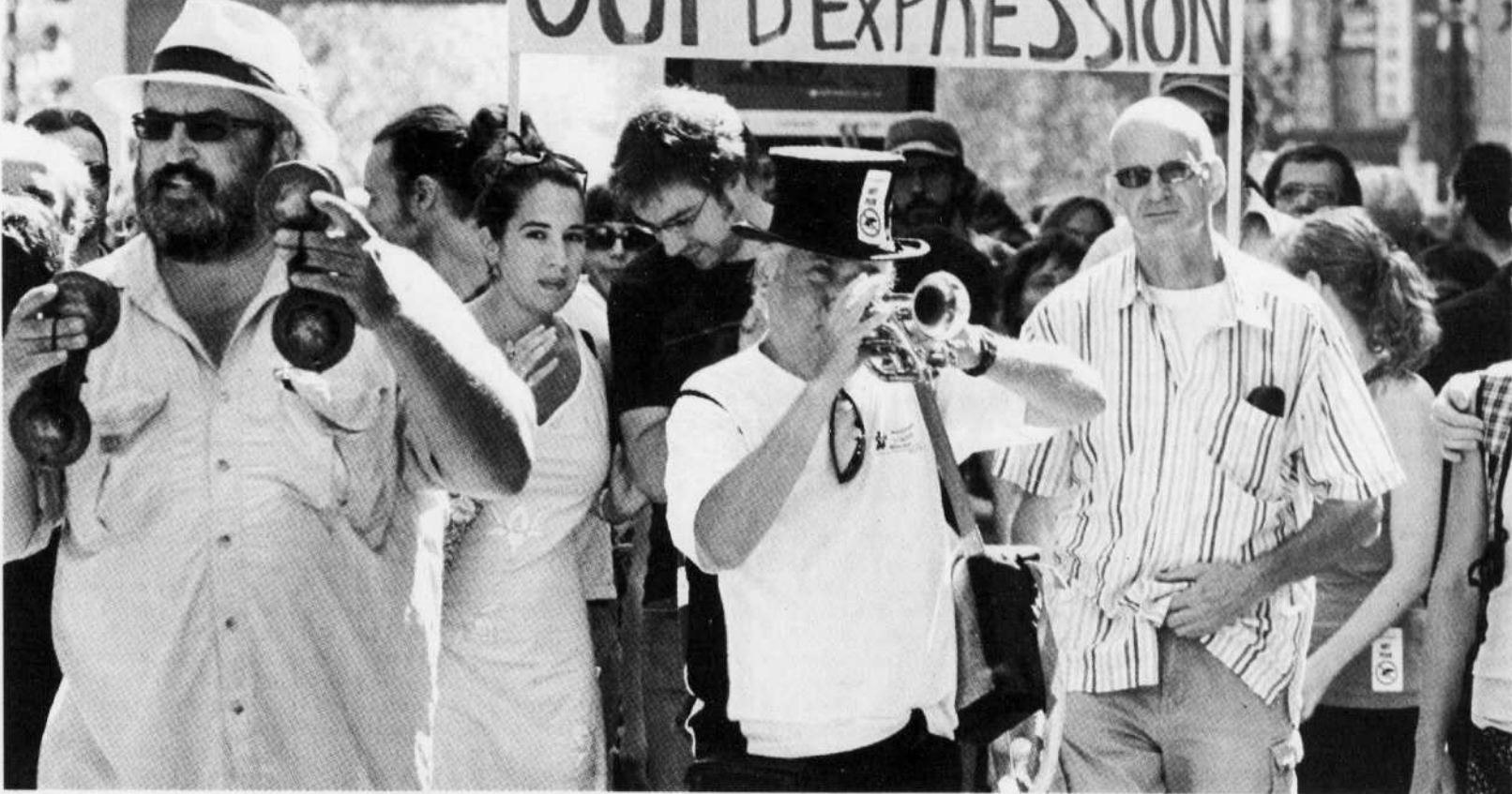
Pour cela, il faut prôner d'autres stratégies que celles de couper dans les programmes sociaux. La mère d'un de mes amis enseignants, enseignante elle aussi, répliquait à tous ceux qui trouvaient qu'elle avait trop de semaines de vacances: «*A Noël, je prends des vacances. Mais l'été, je suis en convalescence!*»

J'espère de tout cœur que les enseignants du secteur public du Québec se sont bien reposés cet été et qu'ils se sentent fin prêts pour la rentrée. Dans une société qui se targue de mettre l'éducation dans ses priorités, nous devrions considérer nos enseignants comme des alliés, qui méritent notre confiance et notre estime.

Gaëtan Châteauneuf
Le 20 août 2008

IDÉES

NON À LA CENSURE
OUI À LA LIBERTÉ
D'EXPRESSION



De nombreux artistes, dont Yves Lambert, et de simples citoyens se sont rassemblés hier au centre-ville de Montréal pour manifester contre les compressions effectuées par le gouvernement Harper dans le domaine culturel.

Lettre ouverte au premier ministre Stephen Harper

Une attaque au cœur de notre identité

COLLECTIF D'AUTEURS

Nous, citoyens et représentants du milieu culturel montréalais, vivant et œuvrant au cœur de la plus grande métropole francophone d'Amérique du Nord, nous opposons conjointement et solidairement aux coupes sans précédent entreprises par votre gouvernement dans le domaine des arts et de la culture. Ces décisions hypothèquent notamment la formation de notre relève et le rayonnement de notre culture et de nos créateurs.

Le rayonnement international de Montréal est, dans une large mesure, directement tributaire de la vitalité et de la qualité de ses activités culturelles. Le théâtre, les arts visuels et médiatiques, la musique, la littérature, le cinéma, la danse, les arts du cirque et les nouvelles pratiques artistiques font partie intégrante de l'identité montréalaise. Cette identité ne saurait être mise en péril par les décisions de votre gouvernement.

La compétition que se livrent les grandes métropoles du monde ne nous rend que plus fiers de l'extraordinaire activité des artistes et des artisans du milieu culturel montréalais et québécois à l'étranger. Leur travail, mille fois couronné, constitue un avantage formidable pour l'image de Montréal et du Québec aux yeux du monde. C'est pourquoi notre mobilisation trouve finalement son sens dans le rôle stratégique des arts et de la culture pour le rayonnement et la reconnaissance de Montréal.

Décision inexplicable

S'il n'en tient qu'aux principes économiques, il nous apparaît encore plus difficile de nous expliquer la ra-

tionnalité qui préside à vos décisions, alors que le ministère du Patrimoine canadien est le partenaire d'une étude, publiée ce mois-ci par le Conférence Board du Canada, qui évalue la contribution directe du secteur culturel canadien à l'ensemble du produit intérieur brut (PIB) du pays à quelque 46 milliards de dollars — soit 3,8 % — en 2007.

À l'échelle locale, la richesse exceptionnelle des manifestations culturelles montréalaises contribue de façon très significative à l'essor économique, au tourisme et à la qualité de vie de la métropole. En plus de créer des milliers d'emplois, les entreprises culturelles stimulent l'économie et garantissent l'attractivité de notre communauté, un atout indéniable à l'heure où Montréal tente d'attirer une main-d'œuvre hautement spécialisée pour soutenir une économie tournée vers le savoir. Ainsi, en plus de compléter et d'optimiser les investissements déjà consentis par la Ville de Montréal, le gouvernement du Québec et diverses fondations et entreprises privées, les institutions fédérales qui investissent dans les arts et la culture contribuent directement à la compétitivité de la métropole.

Rendez-vous de la culture

Ce constat fait d'ailleurs consensus: le grand Rendez-vous de la culture de novembre 2007, devons-nous le rappeler, a réuni plusieurs centaines de représentants de tous les secteurs de la culture et de l'économie qui se sont donné un objectif commun: celui de faire de Montréal la métropole culturelle du XXI^e siècle. Votre gouvernement y était représenté par la ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine, l'honorable Josée Verner, et par le ministre responsable de la région de Montréal, l'honorable Michael Fortier.

Force est de constater que les compressions que vous annoncez maintenant sont en contradiction flagrante avec votre appui au plan d'action 2007-2017, issu de ce Rendez-vous.

Ces coupes vont aussi à l'encontre de la reconnaissance essentielle du travail des artistes, des artisans, des gens d'affaires et des organismes culturels et de développement qui œuvrent pour accroître le rayonnement de Montréal dans le monde et qui devraient bénéficier de votre encouragement. Au bout du compte, vos décisions pénalisent ceux-là même que vous représentez, l'ensemble des citoyennes et des citoyens de tout le pays, qui perdent les moyens qui ont permis d'enrichir constamment notre patrimoine culturel.

Le soutien aux artistes et aux créateurs a maintes fois démontré sa pertinence et ses retombées bénéfiques pour le Canada, pour le Québec et pour Montréal. Votre gouvernement doit donc faire marche arrière pour éviter que ses décisions n'affectent irrémédiablement le développement de Montréal et la réputation du Canada sur la scène internationale.

Ont signé ce texte: Simon Brault, Louise Roy, Monique Savoie, Samuel Tétreault, Claude Gosselin, Pierre MacDuff, Denise Robert, Michel G. Desjardins, André Ménard, Walter Boudreau, Marcel Côté, Édouard Lock, Lorraine Pinal, Raymond Legault, Michel Tremblay, Anik Bissonnette, Pierre Lapointe, Marie Chouinard, Marie-Hélène Falcon, Kim Nguyen, Margie Gillis, Serge Giguère, Martin Faucher ainsi que 1186 artistes, créateurs et citoyens ayant signé la lettre hier, lors du grand rassemblement organisé à Montréal.

Élèves Harper et Verner, un peu de culture!

NICOLE POIRIER

Auteure en herbe et fervente amateur des arts et de la culture

Quand j'enseignais au secondaire, il m'arrivait, suivant la programmation des théâtres de la ville de Québec, d'amener mes élèves voir des pièces datant de l'époque de Sophocle, d'Eschyle ou d'Euripide. Avant la représentation, je leur donnais une courte leçon — le mot survol conviendrait mieux — portant sur l'histoire du théâtre grec.

Considérant les récentes compressions effectuées par le gouvernement conservateur dans le domaine de la culture et des arts, j'ai imaginé que deux acteurs de la scène politique, un certain Stephen Harper, premier ministre, accompagné de Mme Josée Verner, ministre du Patrimoine canadien, se retrouvaient dans ma classe de français lors d'une de ces leçons. Plongez dans la fiction.

Leçon de théâtre

Les deux élèves, Harper et Verner, sont assis côte à côte, au fond de la classe. J'entame la leçon: «Regardons sommairement un aspect de la vie des anciens Grecs, plus particulièrement les Athéniens. Ces derniers n'ont pas qu'inventé la démocratie. Ils ont créé les arts de la scène, dont la chorale, la danse, la comédie et la tragédie.»

Pour les besoins de la leçon, l'accent est placé sur le théâtre de Dyonisos, sur les acteurs tous mascu-

lins, sur le choryphée, le chœur et les choreutes, sur la tragédie et les comédies, etc. Voyant le peu d'intérêt des élèves Harper et Verner, je les interpelle: «Agrandir le champ de vos connaissances ne vous intéresse pas, élèves Harper et Verner?»

Le premier réplique de but en blanc: «Quoi? On va aller voir une vieille pièce datant d'avant Jésus-Christ, cette année? On va payer pour ça!? Pourquoi pas plutôt une partie de hockey?» Et moi de le questionner, dans le but de le faire réfléchir: «Combien de fois êtes-vous allé au hockey, monsieur Harper? Et combien de fois êtes-vous allé au théâtre?» Les réponses ne tardent pas: «Plusieurs fois au hockey et trois fois au théâtre, toujours avec l'école.» J'ajoute: «Eh bien avec moi, cela fera au moins quatre fois.»

Autre temps, autres mœurs

Nous continuons la leçon. «Élève Harper, saviez-vous que les Grecs assistaient durant les cinq jours de fêtes consacrées à Dyonisos à plus d'une vingtaine de représentations chorales et à presque autant de pièces de théâtre? Qu'il y avait même des étrangers qui se déplaçaient pour assister à ces spectacles? Bien sûr, les tournées internationales étaient peu envisageables à cette époque. Mais saviez-vous, élève Harper, que c'était l'État qui prenait en charge les acteurs et les musiciens, tous des professionnels, il va sans dire? Saviez-vous que les magistrats des républiques grecques, qu'on appelait archontes, associait à chaque auteur un mécène afin de financer la création, la mise en scène, le coût du local de pratique et des costumes? Semble-t-il que cela coûtait le prix d'une belle maison. Saviez-vous que les auteurs al-

laient jusqu'à critiquer, subtilement bien sûr, certaines valeurs prônées par l'État et par certains dirigeants malgré le fait qu'ils dépendaient d'eux? Et vous, élève Verner, qu'en dites-vous?»

Futur premier ministre

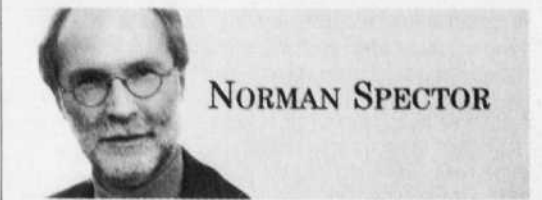
Sans grande surprise, c'est l'élève Harper qui répond. «Si je deviens un jour premier ministre, mon gouvernement ne subventionnera pas la culture. Parce que la culture, ça rapporte peu. Et à part ça, à quoi ça sert?» De lui répondre, tout en m'approchant de lui: «La culture, élève Harper, c'est faire en sorte que votre âme ne soit pas vide et votre cœur, une pierre. Et j'espère que vous ne serez jamais premier ministre car, avec vous, à la différence de la culture athénienne, la culture québécoise n'aurait aucun rayonnement international et ne serait ni pérenne ni séculaire.»

Me plaçant chacun d'eux, j'ajoute sur un ton à moitié persiflé: «Pour vous deux, élèves Harper et Verner, il y aura une période de récupération un midi la semaine prochaine, portant sur le développement des arts, dont le théâtre, durant le règne de Louis XIV.» On éclate de rire dans la classe.

Élève Verner regarde béatement son Harper. Elle n'ajoute rien. Ses dires sont les siens. «Soumise, celle-là», pensée-je.

Pour clore cette fiction, parodions Euripide dans Médée: n'è passe dans la solitude et l'inculture le chef qui n'a pas su reconnaître que la culture est l'âme d'un peuple et que les peuples s'enrichissent les uns les autres.

Pourquoi Obama ne viendra pas au Canada



NORMAN SPECTOR

Pressé par les journalistes, à Londres, d'expliquer sa décision d'entreprendre un voyage de neuf jours en Europe, au Proche-Orient et en Afghanistan en plein milieu de la campagne électorale américaine, le candidat démocrate Barack Obama a indiqué qu'il suivait le chemin déjà parcouru par son adversaire républicain, John McCain. Il a même précisé que ce dernier avait également visité le Canada. Est-ce à dire que M. Obama nous rendra visite maintenant qu'il a officiellement été désigné comme candidat à la Maison-Blanche par les délégués de son parti? Je ne pense pas. Il avait ses raisons pour ne pas venir chez nous en juillet, et elles semblent encore tenir aujourd'hui.

Quand j'ai demandé au premier ministre Stephen Harper, il y a quelques semaines, pourquoi M. Obama avait évité le Canada, il a répondu que notre réputation aux États-Unis nous créait des difficultés. Peut-être avait-il raison d'affirmer que «les rouspéteurs obtiennent toujours satisfaction». N'empêche, il n'a pas convaincu M. McCain de nous bouder. Pour sa part, M. Obama doit avoir conclu qu'une visite n'améliorerait pas ses perspectives électorales — quoiqu'il y ait ici plus qu'assez de ressentiment envers George W. Bush pour lui garantir un accueil aussi enthousiaste que celui reçu en Allemagne et en France. L'absence de décalage horaire et les courtes distances aidant, les médias américains se seraient sans doute déplacés en grand nombre.

Certains pourraient attribuer la décision de M. Obama au fait que M. Harper est à la tête d'un gouvernement conservateur. Mais l'Allemagne et la France ont aussi été des gouvernements de centre-droite, en plus de devenir pro-américains durant la présidence de George W. Bush. Est-ce que le rapport rédigé plus tôt cette année par nos diplomates à Chicago, exposant la position de M. Obama sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), explique son itinéraire de voyage? Je ne crois pas: cette polémique était plus intense chez nous.

M. Obama indique maintenant qu'il ne rouvrirait pas l'ALENA unilatéralement. Ses conseillers ont peut-être été sensibles aux propos du ministre des Affaires étrangères, David Emerson, qui a suggéré que le Canada dépose ses propres demandes d'amendement de l'accord, y compris en matière d'énergie. Tout en choisissant soigneusement ses mots, le premier ministre m'a indiqué que, sous certaines conditions, son gouvernement accueillerait favorablement l'investissement chinois dans les sables bitumineux en Alberta. Aujourd'hui, les États-Unis consomment un quart du pétrole de la planète tout en possédant moins de 3 % des réserves de cette ressource. Dans ce contexte, une déclaration publique par M. Harper exposant sa position, lors d'une visite de M. Obama, aurait nui au démocrate. Jusqu'à quel point est-il sensible au prix du pétrole? En une semaine cet été, M. Obama a changé de position sur la réserve stratégique de pétrole de son pays, ramolli son opposition au forage en mer et proposé un impôt sur les bénéfices exceptionnels des compagnies pétrolières.

En plus des enjeux économiques qui figurent dans la campagne présidentielle, une visite au Canada de M. Obama — pour qui l'Irak est la «mauvaise guerre» et l'Afghanistan l'endroit où poursuivre la «guerre au terrorisme» — pourrait accentuer l'impression qu'il manque d'expérience en politique étrangère. Les deux conflits ont d'abord connu leur lot de victoires éclairés, le plus souvent suivies par des échecs dus au manque de troupes sur le terrain pour stabiliser la situation. Les États-Unis ont ensuite envoyé davantage de troupes en Irak — une décision extrêmement impopulaire prise par le président Bush, à laquelle M. Obama s'est opposé et que M. McCain a soutenue. En partie en raison de cette augmentation subite, les États-Unis ne font plus face à aucun ennemi militaire significativement organisé en Irak.

Aujourd'hui, MM. Obama et McCain conviennent que davantage de soldats américains devraient être envoyés en Afghanistan. M. Obama a cependant affirmé pendant sa tournée européenne qu'il pourrait persuader des alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) d'égaliser cette augmentation de deux brigades, faisant valoir que son élection comme président représenterait un changement de cap majeur par rapport à l'ère Bush.

Jusqu'à présent, les médias aux États-Unis n'ont pas fait grand cas de la décision du Canada de quitter l'Afghanistan en 2011, indépendamment des conditions sur le terrain. Mais cela changera si M. Obama entreprenait une visite en sol canadien. M. Harper, qui pourrait faire face à une élection à tout moment, devrait fermer la porte rapidement si les médias américains demandaient, pendant la visite de M. Obama, s'il serait plus disposé à revoir le vote parlementaire mettant fin à notre mission militaire afghane, en 2011.

Aujourd'hui, la situation en Afghanistan et au Pakistan se détériore, et l'OTAN est également exposée comme un tigre de papier en Europe de l'Est. Bref, on ne risque pas de voir M. Obama au Canada avant l'élection présidentielle de novembre. Et on comprend pourquoi.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Desjardins (consommation), Jean-Dan (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (affaires), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Roux-Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Pagnou (pupitre); Information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter); Information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et cultures du week-end), Julie Carpentier (pupitre); Information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre); Information internationale: Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (cartooniste); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Muirer (responsable du site Internet), Émile Folle-Boivin et Vincent Cauchy (commis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); David Dumouchel et Étienne Plamondon-Emmond (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéziel (Québec), Monique Bhérier (Ottawa); PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Manon Boillard, Marlène Côté, Amélie Malais, Claire Paquet, Geneviève Piarret, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebou, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Jeanne Brunet, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zecmatias, INFOMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Mathews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRACÉ Carole Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Claudette Belliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

OBAMA

SUITE DE LA PAGE 1

«Nous ciblons le Pepsi Center parce que nous avons demandé à Barack Obama d'appuyer nos trois revendications — rapatriement des troupes actuellement en Irak, meilleure prise en charge quand elles reviennent au pays et reconstruction de l'Irak — et qu'il ne nous a jamais répondu», a poursuivi l'ancien tireur d'élite de 1^{re} division d'infanterie, un vétéran du Kosovo et de l'Irak.

Hier, en milieu d'après-midi, des militants commençaient à se préparer en vue de leur défilé pendant que les concerts se poursuivaient à l'intérieur du Coliseum: un groupe hétéroclite et bigarré, qui tranchait avec la mise soignée des congressistes qu'on rencontre au Centre Pepsi.

Deux étudiantes venues de la ville voisine de Boulder ont fait écho aux récriminations du militaire de ITVAW. «Nous voulons être entendues. Nous avons protesté auprès de nos élus et de sociétés impliquées dans l'armement, comme Lockheed, et nous n'avons eu aucun accusé de réception», s'est plainte Rebecca Diaz.

Un peu plus loin, un sexagénaire en fauteuil roulant, portant un macaron des Yippies, se présente comme un «vétéran de la protestation» qui suit les conventions des deux partis politiques depuis 1972. «Je n'aime pas leurs positions concernant la guerre. Elles répondent aux priorités des gens du gros argent», affirme Aaron Kaye.

Un peu plus d'un millier de manifestants se sont rendus au Pepsi Center et ils s'étaient dispersés pacifiquement, au moment de mettre sous presse notre première édition.

Le candidat démocrate à la présidence n'échappe pas aux critiques des opposants à la guerre en Irak.

«Il a fait un voyage de relations publiques dans la zone de guerre en Irak afin de se bâtir une crédibilité, mais il a peur d'affronter des vétérans opposés à la guerre et des milliers de protestataires dans son propre pays», a poursuivi Garrett Rappenhagen lors d'un point de presse improvisé.

«Je ne vote pas pour l'espoir, je veux des solutions pratiques, a-t-il conclu. C'est bon cop, mauvais cop, Barack

Obama étant le bon cop. Je ne veux pas voter pour ce genre de personne. Je veux quelqu'un qui représente véritablement la majorité des citoyens de ce pays, qui souhaitent le rapatriement immédiat de nos troupes.»

Les démocrates ont beau se présenter comme le parti du changement «auquel on peut croire» et celui qui défendra les intérêts de la classe moyenne et de la classe ouvrière, ils n'ont pas convaincu tout le monde.

Chaque jour, des groupes de pression d'importance et de tendances diverses se rassemblent dans certains sites désignés, tous situés à une bonne distance du périmètre de sécurité tracé autour de la Convention démocrate.

On y trouve, se côtoyant dans une relative harmonie, des anarchistes, des partisans de Ralph Nader (qui en est à sa cinquième candidature à une élection présidentielle à titre d'indépendant), des partisans inconsolables de Hillary Clinton, des «pro-vie» et des «pro-choix», des militants pro-Palestiniens, des groupes religieux progressistes et pacifistes, et d'autres, qui sont carrément conservateurs et intégristes.

Hier matin, dans un grand parc du centre-ville, une vingtaine de policiers ont de s'interposer entre une poignée de chrétiens anti-homosexuels et un groupe de jeunes anarchistes qui les invectivaient.

«Mais qu'est-ce que tu racontes?», a demandé un jeune homme à un costaud qui criait dans son porte-voix: «Ni Obama ni Clinton ne peut résoudre vos problèmes, seul Dieu le peut.»

Obama désigné

C'est maintenant officiel: les démocrates ont écrit une page d'histoire hier en désignant officiellement Barack Obama comme candidat à la présidence américaine, au terme d'un vote des délégués qui a tourné court, la sénatrice Hillary Clinton stoppant la procédure pour appeler le parti à se ranger derrière son ancien adversaire. Une fois cette formalité terminée, tous les regards se sont tournés vers l'ex-président Bill Clinton, dont le discours prononcé en soirée devait donner la mesure de l'unité du camp démocrate.

Au moment de mettre sous presse, M. Clinton n'avait toutefois pas encore débüté sa très attendue allocution, point fort d'une journée qui devait servir à démontrer encore une fois que la formation politique

est soudée malgré les dissensions. «Ceux qui doutent de l'engagement du président Clinton pour que Barack Obama soit élu en novembre devraient impérativement écouter nos discours», a d'ailleurs indiqué un conseiller de l'ancien président au journal politique *The Hill*.

Des médias américains ont rapporté hier que l'ancien président ne devrait cependant pas assister aujourd'hui au discours de M. Obama. Le sénateur de l'Illinois acceptera alors officiellement la candidature à la présidence à l'occasion d'une allocution qu'il doit prononcer dans un stade de 75 000 places, à deux pas de l'immense salle qui abrite la convention.

Outre le dernier démocrate à avoir occupé la Maison-Blanche, la soirée d'hier devait être également l'occasion pour Joe Biden, le colistier de M. Obama pour le poste de vice-président, de passer son grand test en tant qu'orateur, lui qui est demeuré muet depuis lundi. Agé de 65 ans, figure incontournable de la scène politique américaine, M. Biden est un habitué des grands rendez-vous. Président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, il siège à la Haute-Assemblée depuis 1972. A l'époque, M. Obama n'avait que 11 ans. Si personne ne conteste, y compris dans le camp républicain, l'expérience et la compétence du sénateur du Delaware, certains soulignent que M. Biden est parfois sujet aux gaffes... aux conséquences imprévisibles.

Appui répété de Clinton

La journée a bien débüté pour le sénateur de l'Illinois, qui a eu droit à une autre manifestation d'appui de la part de l'ex-première dame. Hillary Clinton a en effet donné toute liberté à ses délégués pour voter en faveur de Barack Obama pour l'investiture démocrate. «Barack Obama est mon candidat et il doit être notre président», avait déjà dit Mme Clinton mardi soir devant quelque 20 000 personnes rassemblées au Pepsi Center de Denver.

Dans les rues de Denver, plusieurs dizaines de ses partisans, surtout des femmes, ne l'entendaient cependant pas ainsi et criaient: «Laissez voter les délégués», a constaté hier un journaliste de l'Agence France-Presse. Or, M. Obama, 47 ans, doit impérativement rassembler autour de lui les quelque 18 millions d'électeurs qui ont voté pour Mme Clinton lors des

primaires s'il veut remporter la Maison-Blanche.

Le parti a donc tout intérêt à prouver son unité, d'autant plus que les républicains ont noté que pas une seule fois, dans son long discours de mardi soir, Mme Clinton n'avait dit que M. Obama avait les qualités requises pour être commandant en chef. Mme Clinton «n'a jamais vraiment répondu à la question essentielle: est-il [Obama] prêt à devenir président?», a estimé hier l'ancien maire républicain de New York Rudolph Giuliani sur Fox News. «Elle n'a pas répondu à la question de son inexpérience», a ajouté l'ancien candidat à l'investiture républicaine.

La presse américaine n'a pas non plus été convaincue par la profession de foi de la candidate défaite des primaires. Une grande partie de l'adresse de l'ancienne Première dame des États-Unis «ressemblait au discours d'investiture qu'elle aurait pu prononcer» si elle avait remporté les primaires, a jugé le *Los Angeles Times*. De fait, plus de deux mois après sa défaite, et quelques jours après avoir été snobée par M. Obama pour la formation du «ticket» démocrate, Hillary Clinton a beaucoup parlé d'avenir et de défis. Tout en appelant au rassemblement derrière M. Obama, elle a évoqué «un combat pour l'avenir, un combat que nous devons gagner», ce qui peut aussi être compris comme l'évocation de ses ambitions.

Et, a noté le *Washington Post*, «le meilleur exemple de la persistance des divisions au sein du parti démocrate est ce qui s'est passé après le discours de Clinton mardi soir (...). Certains démocrates influents sont partis pour de bon, vers l'aéroport et chez eux, bien avant qu'Obama ne prononce son discours jeudi soir». Aussi, indiquait hier le *New York Times*, «les conseillers de Mme Clinton voulaient que son discours reflète l'influence qu'elle conserve au sein du parti démocrate, et qu'elle, plus que M. Obama, dispose du pouvoir de faire aller ses partisans vers lui».

Le Devoir
Avec l'Agence France-Presse et Reuters

Vous pouvez lire le compte rendu complet de la soirée de la part de notre envoyé spécial à Denver, Claude Lévesque, sur le site Internet du *Devoir*, au www.ledevoir.com.

RECOURS

SUITE DE LA PAGE 1

L'ACIA a d'ailleurs rappelé que la flambée récente de *Listeria* avait été détectée dans l'usine de Toronto par ses inspecteurs, et ce, à l'intérieur du cadre actuel de surveillance de la salubrité des aliments.

En après-midi, mercredi, la haute direction de Maple Leaf a annoncé ne pas avoir quand son unité de production de Toronto, numériquement nommée usine «97 B», au centre de la crise actuellement, allait reprendre ses activités. Michael McCain, président de l'entreprise, a également précisé que la cause de la contamination n'avait toujours pas été cernée et que les chances de remonter à la source étaient très minces. Il a par ailleurs assumé la responsabilité de cette écloserie en se portant même à la défense des fonctionnaires fédéraux. «C'est nous qui avons échoué, pas le système canadien d'inspection des aliments», a-t-il dit.

Outre la demande de recours collectif déposée au Québec par Option consommateurs, le géant canadien de la viande fumée et de la dinde en tranches est visé par une démarche similaire orchestrée d'un océan à l'autre par le cabinet d'avocats Merchant Law Group. Au Québec, la cause est portée par une mère de famille de Laval, Marie-Josée Bonneau qui, au nom de tous les consommateurs, va réclamer devant les tribunaux le remboursement des produits Maple Leaf acquis par les consommateurs et dont le rappel a été entrepris dans les derniers jours. Près de 200 produits sont dans la ligne de mire. Des dédommagements sont également au menu de la demande. «Les messages sont contradictoires pour le consommateur», dit M. Arnold. L'entreprise dit de rapporter les produits en épicerie pour obtenir un remboursement, alors que le gouvernement demande de les détruire.

Ces batailles juridiques s'annoncent alors qu'hier, les autorités sanitaires fédérales ont, en fin d'après-midi, dressé une fois de plus le bilan des victimes de la listériose, maladie parfois mortelle entraînée par la bactérie. Jusqu'à ce jour, 29 cas liés à des souches de *Listeria monocytogenes* identifiées dans l'usine de Maple Leaf ont été confirmés partout au pays. Quinze décès ont été associés à cette bactérie retrouvée dans les produits de charcuterie touchés par le rappel.

Pour le moment, quatre souches, les pulsovars P136, P180, P201 et P203, sont incriminées. De ce nombre, une seule, la P180, a été identifiée au Québec. Elle est par ailleurs responsable d'un décès, ont confirmé hier les responsables provinciaux de la santé publique. Un autre décès est également «sous enquête», tout comme huit cas de contamination, ont-ils ajouté.

Lors d'une première conférence de presse à ce sujet hier, la Direction de santé publique du Québec et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) se sont vus rassurants, indiquant que l'écllosion actuelle de listériose était à prendre avec sérieux mais qu'elle n'était pas annonciatrice d'une crise sanitaire. «Il y a énormément de souches de *Listeria* en circulation», a indiqué Horacio Arruda, directeur de la Santé publique du Québec. Depuis le 1er janvier 2008, 42 cas de listériose nous ont été rapportés et sont à l'origine de 8 décès, ceux de personnes âgées entre 72 et 93 ans pour la plupart.

Depuis quelques jours, le Québec serait d'ailleurs touché davantage par une souche liée à des fromages, la P93, plutôt qu'aux pulsovars impliqués dans les charcuteries en provenance de Toronto, a précisé le gardien de la santé publique. Neuf cas de contamination liés à des fromages sont actuellement sous enquête, a confirmé Guy Auclair, responsable de l'inspection des aliments au MAPAQ. Le Mont-Jacob et le Riopelle de l'Isle sont visés, ainsi que deux points de vente situés à Québec et Sainte-Thérèse. Avec une période d'incubation de la maladie qui varie de 2 à 70 jours, les fonctionnaires reconnaissent toutefois que les liens de causalité entre un aliment et une listériose sont très difficiles à établir.

Le MAPAQ a par ailleurs indiqué que ses 264 inspecteurs sur le terrain travaillent activement pour s'assurer que le rappel des produits Maple Leaf soit correctement effectué, et ce, dans «tous les maillons de la chaîne alimentaire».

Le Devoir

CONSERVATEURS

«Le pire, c'est qu'on ne peut pas douter de la sincérité [des conservateurs]. Ce sont des gens sincères et ils agissent en conséquence. C'est ça qui me fait le plus peur: ce n'est même pas fait de mauvaise foi», dit Michel Tremblay.

SUITE DE LA PAGE 1

que la foule d'artistes et de professionnels débordait hier de la très grande salle de la SAT, jusque dans un parc adjacent du boulevard Saint-Laurent.

Le Québec est la province la plus affectée par certaines disparitions de programmes, celui des tournées par exemple. Des troupes comme celle de Marie Chouinard ou Edouard Lock offrent la très grande majorité de leurs prestations à l'étranger. Ce dernier a mentionné hier qu'en 2004-05, 19 compagnies de danse québécoises avaient effectué 29 tournées dans le monde, pour un total de 263 représentations données dans 15 pays.

Une quinzaine de grandes vedettes ont pris la parole pour accuser le gouvernement Harper de mettre en péril la formation d'une relève artistique et d'empêcher le rayonnement de la culture et des artistes à l'étranger. Les mêmes et autant d'autres personnalités (dont l'homme d'affaires Bernard Lamarre, de la Fondation du Musée des beaux-arts, et Hélène Desmarais, de la famille de Power Corporation, identifiée comme présidente déléguée du conseil d'administration de l'OSM) signent une lettre envoyée au premier ministre Stephen Harper afin de demander à son gouvernement de «faire marche arrière pour éviter que ses décisions n'affectent irrémédiablement le développement de Montréal et la réputation du Canada sur la scène internationale».

Plusieurs porte-parole ont directement interpellé le ministre du Patrimoine canadien, Josée Verner. «L'abolition de certains programmes de soutien annonce l'arrêt de mort de plusieurs entreprises que l'exigüité du marché intérieur contraint à un rayonnement hors frontières», a dit Pierre McDuff, du Théâtre des Deux Mondes, une troupe constamment en déplacement.

MONTREAL

«Tant que l'on n'a pas compris qui on est, ce que l'on veut et où l'on va, cela va être difficile d'avancer»

SUITE DE LA PAGE 1

métropoles culturelles. Beaucoup d'autres villes, comme Berlin ou Moscou, ou même Toronto, pourraient prétendre à ce titre. Mais pas Montréal, qui pour le moment, peut être considérée comme une ville des festivals, sans plus.

L'homme croit que la créativité de Montréal «est en danger» depuis quelques années et qu'il est temps de réagir. «Depuis la révolution tranquille, la ville a vu naître un nombre incroyable de créateurs, lance-t-il. Les Guy Laliberté, Céline Dion, Denis Arcand, Diane Dufresne, Simple Plan, Arcade Fire, François Girard... ont des échos en dehors du Québec et font en sorte que nous sommes respectés partout sur la planète. Ce n'est pas ordinaire pour une ville de trois millions d'habitants. C'est même une force», qui toutefois, faute de stimulation et d'encouragement de la relève, commencerait à perdre de son intensité.

Un vide qui s'installe

Habitué à voyager partout dans le monde, où il a vendu ses clowns dans les dernières années, le chef d'entreprise s'inquiète d'un certain vide qui pourrait bien s'installer à Montréal, une ville où par exemple les grands projets architecturaux, orchestrés par des grands noms de l'architecture moderne, comme cela a été le cas dans les années 60 et 70, font cruellement défaut. «On est loin de Bilbao», souligne Rozon. Le développement du Quartier des spectacles est en une belle preuve. Ça va être une vitrine exceptionnelle pour Montréal. Est-

«L'allégation d'une saine gestion des finances publiques pour justifier leur abolition tient du sophisme. Prétendre remplacer ces programmes par d'autres sans préciser lesquels, ni quand, ni comment, constitue un formidable exemple de totale incompréhension et de mauvaise gestion. Mme Josée Verner, si vous aviez la moindre intelligence, a-t-il poursuivi en marquant une pose théâtrale sous les applaudissements et les cris de l'assemblée, la moindre intelligence des enjeux réels du secteur d'activités que votre devoir vous impose de représenter à la Chambre des communes, vous auriez su mettre votre poste en balance pour la défense et l'essor de la culture au Canada et son rayonnement dans le monde.» Le cabinet de Mme Verner a fait savoir hier que le ministre n'était «pas disponible» pour réagir aux critiques ou aux demandes des manifestants.

À son tour, le chef d'orchestre Walter Boudreau a osé un parallèle se voulant ironique entre la politique culturelle des conservateurs et les pratiques nazies d'anéantissement des œuvres et des personnes. Au moins deux affiches brandies par des manifestants arboraient une croix gammée.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, présent à la manifestation, a déploré ces rapprochements disgracieux plus tard dans la journée. D'autres politiques ont également pris part au rassemblement, dont le maire de Montréal, Gérard Tremblay, Thomas Mulcair, du NPD, et Denis Coderre, du Parti libéral. Le chef de cette formation, Stéphane Dion, sera ce matin juste en face de la SAT, au Monument-National, pour dénoncer à son tour les compressions conservatrices.

«C'est un geste de censure assez scandaleux, parce que la subversion vient très souvent des artistes et de la culture, a déclaré en entrevue au *Devoir* le dramaturge Michel Tremblay. C'est un gouvernement qui se méfie

au départ de la culture et il a la naïveté de penser qu'en faisant un geste de censure il va empêcher les artistes, surtout ceux qui vont à l'étranger, de s'exprimer. Alors qu'au fond, d'où vient une grande partie de la réputation du Canada sinon de ses artistes? Mais le pire, c'est qu'on ne peut pas douter de la sincérité [des conservateurs]. Ce sont des gens sincères et ils agissent en conséquence. C'est ça qui me fait le plus peur: ce n'est même pas fait de mauvaise foi.»

Les coupes affectent aussi des programmes de soutien à la formation. L'Institut de l'image et du son (INIS) perdra 900 000 \$ provenant du Programme national de formation dans les secteurs du film et de la vidéo, soit près du quart de son budget. Un autre établissement montréalais, la SAT elle-même, voit disparaître le Fonds des réseaux de recherche sur les nouveaux médias (géré par Téléfilm Canada), qui lui a rapporté entre 400 000 \$ et 900 000 \$ par année depuis 2002.

Plusieurs têtes d'affiche ont évidemment pris un malin plaisir à rappeler que le Conférence Board du Canada, un organisme du monde des affaires positionné à droite, vient tout juste de publier un rapport soulignant l'importance sociale et économique de la culture au pays. Selon l'étude, intitulée *Valoriser notre culture*, les différents maillons de la chaîne culturelle (création, production, distribution, consommation et promotion) emploient 1,1 million de Canadiens et compte pour 46 milliard de dollars, soit 7,4 % du produit intérieur brut. Les trois ordres de gouvernement lui ont fourni 7,9 milliards de dollars en subvention en 2007. Ces statistiques sont reprises dans la lettre au premier ministre Harper.

Le Devoir

LE DEVOIR^{MD}

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous rejoindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390